



LE DEVOIR

Des gestes de violence ternissent le défilé du 1^{er} mai à Montréal



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Ramon Villarroel, un Mexicain d'une cinquantaine d'années, a reçu hier en plein visage et sous les yeux de plusieurs journalistes une forte dose de poivre de Cayenne lancée par un policier membre de l'escouade anti-émeute du Service de police de la Ville de Montréal, sans qu'il y ait eu de provocation apparente de sa part. L'homme a été conduit à l'hôpital après plusieurs minutes de souffrance, incapable de reprendre son souffle. La police est intervenue à la toute fin du défilé du 1^{er} mai, qui a réuni hier quelque 8000 personnes à Montréal.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Encore cette année, et malgré une participation beaucoup moins massive qu'en 2004, c'est l'expression d'un grand mécontentement des syndicats et des travailleurs envers les politiques du gouvernement Charest qui a dominé le discours de la grande marche organisée hier par la coalition du 1^{er} mai pour marquer la Fête internationale des travailleuses et des travailleurs. Mais la manifestation, qui s'est généralement déroulée dans le calme, a été obscurcie en fin de parcours par une intervention plutôt musclée du groupe anti-émeute du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) qui, en vou-

lant prévenir des affrontements avec certains anarchistes, a causé l'hospitalisation d'un Mexicain d'une cinquantaine d'années, victime de violents troubles respiratoires après avoir été aspergé de poivre de Cayenne.

L'an dernier, près de 100 000 personnes s'étaient déplacées pour transformer la fête des travailleurs en un gigantesque rassemblement anti-gouvernement. Avec ses 8000 participants, le défilé d'hier avait donc des allures beaucoup plus modestes. «Ce n'est pas du tout la même chose», avance Claudette Carbonneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), qui fait partie avec plusieurs autres groupes de la coalition du 1^{er} mai, organisatrice de l'événement. L'an dernier, la

manifestation était nationale, cette année, elle est régionale. Alors, nous sommes très satisfaits des résultats.»

Selon Mme Carbonneau, la présence de ces travailleurs à leur fête doit surtout être interprétée comme un acte de protestation contre le gouvernement. «C'est très clair. On se rassemble pour demander d'être libérés des projets néo-libéraux des libéraux. Les PPP [partenariats public-privé] signifient pour nous pauvreté, privatisation et précarité. Aujourd'hui, les gens témoignent d'une autre

VOIR PAGE A 8: VIOLENCE

■ Rendez-vous manqué avec Charest, page A 3

Irak: les rebelles narguent le pouvoir

Regain de violence trois jours après la formation d'un gouvernement démocratique

Attentats à la voiture piégée, embuscade, fusillades et nouvelle prise d'otages: trois jours après la formation du premier gouvernement démocratiquement élu, l'Irak a connu hier une journée de violence d'un niveau rarement atteint depuis les élections du 30 janvier.

Dans le nord du pays, près de Mossoul, un attentat anti-kurde à la voiture piégée a fait au moins 25 morts et une trentaine de blessés. Les victimes assistaient aux funérailles d'un responsable kurde à Tall Afar, à 80 km à l'ouest de Mossoul (dans le nord de l'Irak).

L'auteur de l'attentat, qui a fait une vingtaine de morts et une trentaine de blessés, s'est jeté au volant de sa voiture contre le cortège avant de déclencher sa charge explosive, ont rapporté des dirigeants kurdes locaux.

À Bagdad, cinq policiers irakiens ont été abattus tandis que quatre civils trouvaient la mort dans un autre attentat à la voiture piégée. La capitale irakienne a également été secouée tard hier par quatre explosions et une fusillade survenues dans divers quartiers.

D'autre part, par l'intermédiaire d'une cassette vidéo, un groupe insurgé irakien a annoncé avoir pris en otage un ressortissant australien d'une soixantaine d'années résidant aux États-Unis. La cassette, transmise à des agences d'information occidentales à Bagdad, montre un homme grisonnant, portant une moustache, assis sur le sol et encadré par deux militants cagoulés et armés.

VOIR PAGE A 8: REBELLES

PERSPECTIVES

Le neutre

Le gouvernement Martin nie l'existence d'un déséquilibre fiscal qui cause un tort immense au Québec. En février, le ministre fédéral des Finances, Ralph Goodale, est même venu à Québec le clamer bien haut à la face de son homologue québécois, Michel Audet, qui a encaissé sans mot dire. Jean Charest sait parfaitement à quoi s'en tenir, et tout le monde sait qu'il sait.

Pourtant, sous le couvert d'une neutralité factice, le premier ministre va laisser ses députés et ses organisateurs entièrement libres d'appuyer les candidats du Parti libéral du Canada aux prochaines élections. Ils le feront à titre strictement individuel, a-t-il réitéré en fin de semaine à Saint-Hyacinthe, où était réuni le conseil général de son parti. A titre individuel? Allons donc! Sans les avantages que procure leur affiliation au PLQ, cet appui ne présenterait aucun intérêt.

Le rôle de M. Charest lui-même durant la campagne se limitera à adresser des questions aux divers partis en lice. Et encore le fera-t-il, comme l'an dernier, par l'intermédiaire du Conseil de la fédération. C'est moins compromettant.

Il sait très bien, et pour cause, que le Parti conservateur est beaucoup plus ouvert aux réclamations des provinces et plus respectueux de leurs champs de compétence. Sur un plan personnel, il est certainement plus sympathique à son ancien parti qu'à ceux qu'il a combattus pendant quinze ans et qui l'ont cruellement déçu depuis qu'il est premier ministre, mais un chef ne doit jamais donner à ses troupes un ordre auquel elles n'obéiront pas.

M. Charest est bien placé pour savoir qu'aux élections de 1988 Robert Bourassa avait mis tout son poids dans la balance pour faire réélire le gouvernement Mulroney au détriment des libéraux de John Turner, parce qu'il

VOIR PAGE A 8: NEUTRE

INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 6	Météo.....	B 6
Convergence.....	B 7	Monde.....	B 5
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 4
Décès.....	B 4	Religions.....	B 6
Économie.....	B 1	Sports.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 8

Révolution dans les hôpitaux britanniques

Ou comment Tony Blair a pu métamorphoser le plus vieux système de santé du monde

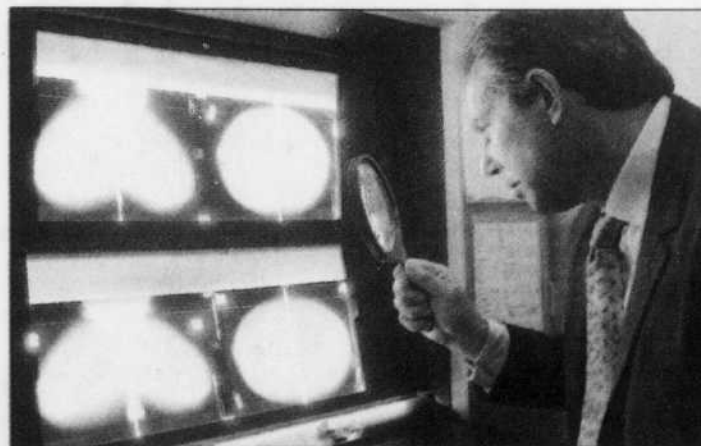


À l'approche des élections britanniques qui auront lieu jeudi, le correspondant du Devoir à Paris, Christian Rioux, s'est rendu à Londres pour préparer une série d'articles. Voici le deuxième, portant sur la réforme du système de santé.

CHRISTIAN RIOUX

Londres — C'est un des rares moments où Tony Blair a dû affronter directement la colère des électeurs. Réunies sur le plateau de la BBC, une dizaine de mères de famille en furie, ne décollaient pas. Imaginez, leur médecin refusait de leur accorder des rendez-vous plus de 48h à l'avance.

Vous avez bien lu! Ces mères de famille n'avaient aucune difficulté à rencontrer leur médecin le lendemain ou parfois même dans le courant de la journée. La raison de leur colère était ailleurs: pour respecter les objectifs fixés par le ministère de la Santé, certains



STEFAN ROSSEAU AGENCE FRANCE-PRESSE

Tony Blair examinant des mammographies dans un hôpital de Londres le mois dernier. Le temps d'attente d'un traitement pour le cancer ne dépasse plus deux semaines en Grande-Bretagne.

médecins (à peine 10 % selon la BBC) refuseraient de leur donner rendez-vous dans une, deux ou trois semaines. Ils exigeaient de les rencontrer sur-le-champ!

Il y a cinq ans, explique Rhazes Esref, il était difficile d'obtenir un rendez-vous chez le médecin en moins de deux semaines. Depuis que les travaillistes ont forcé les médecins de famille, auxquels les Britanniques sont obligatoirement rattachés, à s'engager à recevoir leurs patients en moins de 48h, «la situation s'est complètement transformée», dit-il.

Il y a deux ans, cet immigrant indien de 62 ans qui vit à Londres depuis une vingtaine d'années en a fait l'expérience. Dès que son médecin a détecté chez lui un ré-

trécissement des artères, en moins de 48h, Rhazes a passé une batterie de tests à l'hôpital. Comme son cas n'était pas urgent, il a subi une angioplastie coronarienne moins de deux mois plus tard. Si son cas avait été urgent, il aurait été admis immédiatement.

Il y a cinq ans, le cas de Mavis Skeet avait stupéfié les Britanniques. Cette grand-mère de 73 ans était décédée d'un cancer de l'œsophage. Rien de plus naturel à cet âge. Sauf que l'opération qu'elle devait subir avait été reportée à quatre reprises: trois fois faute de place et une quatrième parce que l'anesthésiste, malade, n'avait pu être remplacé. L'intervention était

VOIR PAGE A 8: RÉVOLUTION

L'ENTREVUE

Redonner un sens à ce qu'il reste de vie

Justine Farley, médecin en soins palliatifs depuis quinze ans

À mesure que la médecine progresse et que le recours aux rites religieux traditionnels décline, la mort devient une sorte de tabou dont on ne parle plus. Si bien que, trop souvent, les malades meurent assez seuls parce qu'on ne sait plus comment rester proche quand l'étape ultime de la vie s'annonce. Le docteur Justine Farley travaille à l'unité des soins palliatifs de l'hôpital St. Mary's. Depuis 15 ans, elle accompagne ceux qui vont mourir et leur famille. Pour elle, il importe que les malades bénéficient du meilleur confort possible jusqu'à la fin, dans la dignité.

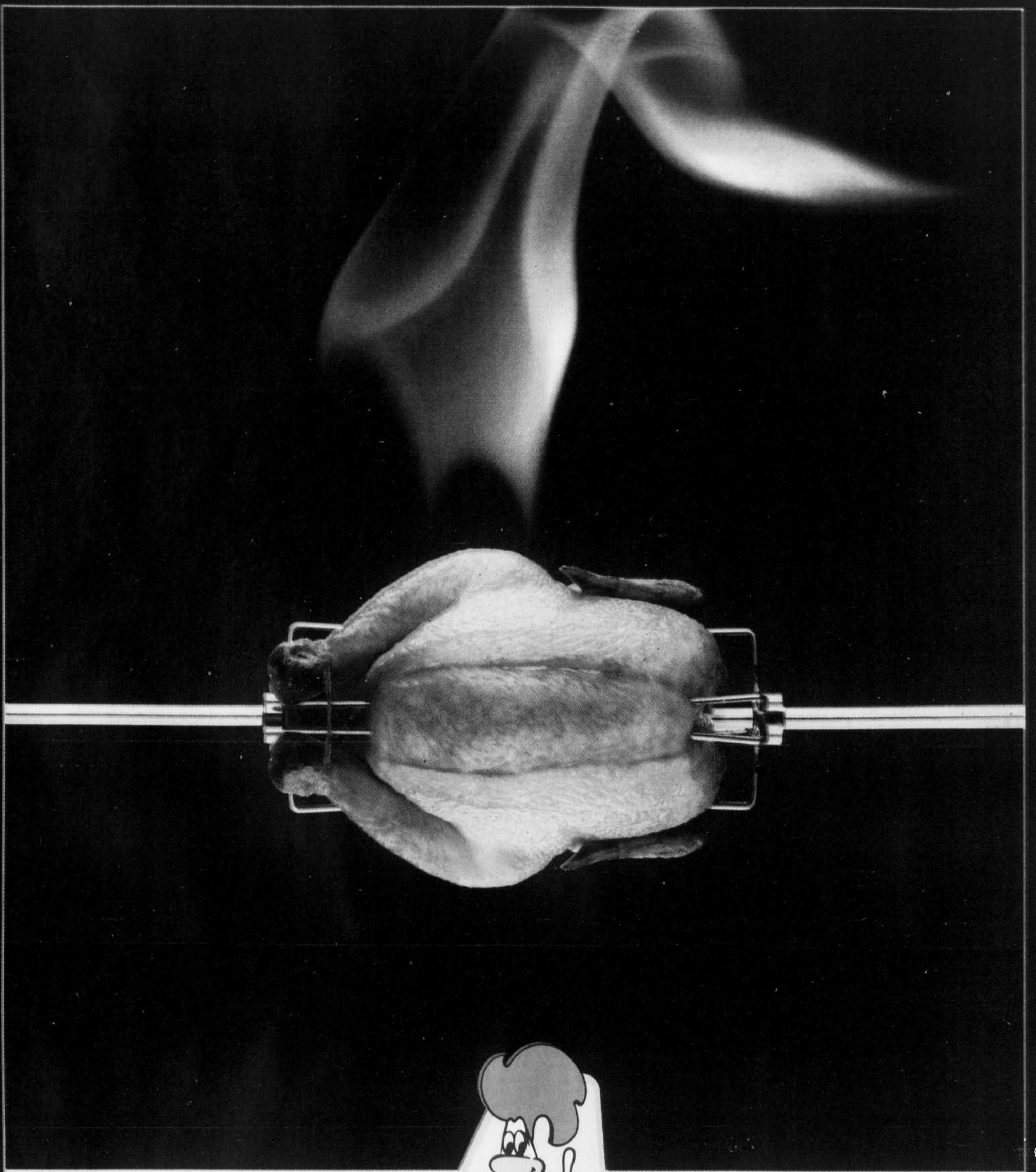
SOLANGE LÉVESQUE

Aujourd'hui débute la Semaine nationale des soins palliatifs consacrée à une branche de la médecine dont la nature demeure encore étrangère à plusieurs. «Certaines personnes les associent à l'euthanasie», constate Justine Farley qui définit les soins palliatifs de la façon suivante: «L'ensemble des soins requis pour répondre aux besoins bio-psycho-socio-spirituels des personnes dont la survie est compromise. On tente de leur offrir le maximum de confort possible en dépit de leur maladie. Cet objectif ne peut être atteint que dans la concertation, par les infirmières et les médecins qui constituent le noyau dur, avec des psychologues, bénévoles,



Justine Farley

VOIR PAGE A 8: FARLEY



C'est désormais tout ce qui fume
chez St-Hubert.

NICODERM
Lorsque la volonté ne suffit pas

POLITIQUE

Conseil général du PLQ

Rendez-vous manqué entre Charest et les chefs des grandes centrales

Un imbroglio provoque l'annulation de la traditionnelle rencontre du 1^{er} mai entre le premier ministre du Québec et les chefs syndicaux

KATHLEEN LÉVESQUE

Saint-Hyacinthe — Le nouveau départ du gouvernement Charest a quelque peu été freiné hier par un imbroglio autour de l'annulation de la traditionnelle rencontre entre le premier ministre et les chefs des grandes centrales syndicales pour la fête des travailleurs.

L'équipe de Jean Charest avait pourtant organisé le conseil général du Parti libéral pour démontrer aux militants qu'il y avait matière dans le bilan des deux premières années au pouvoir pour s'enthousiasmer et que la deuxième moitié de ce mandat s'annonçait bien. Jean Charest a même décrété que le développement durable serait dorénavant «la marque de commerce du gouvernement».

Mais le ciel libéral a été assombri par le 1^{er} mai. Un conflit d'horaires aurait forcé l'annulation de la rencontre entre M. Charest et les quatre leaders syndicaux (FTQ, CSN, CSQ et CSD). Les parties s'accusaient mutuellement d'être responsables de ce rendez-vous manqué.

«J'étais disponible pour rencontrer les chefs syndicaux. C'est à leur demande que la rencontre a été annulée», a affirmé le premier ministre après avoir participé à l'assemblée des conseillers jeunes du PLQ, qui suivait la tenue du conseil général du parti. M. Charest ne voit pas là l'illustration de la grogne syndicale à son endroit. Il a plutôt laissé entendre qu'il y avait dissension entre les centrales syndicales, ce qui expliquerait la situation.

«C'est des enfantillages, s'est exclamé une source syndicale. Même si c'est une tradition de plus de 30 ans, ça ne se déroule pas nécessairement le 1^{er} mai. L'année dernière, c'était le 30 avril. Il pourrait donc y avoir une rencontre mardi ou mercredi.» Cette personne, proche des discussions avec le bureau du premier ministre, a expliqué qu'un changement dans les horaires des activités du PLQ a tout bousculé. À l'origine, la rencontre devait avoir lieu hier matin, puis le premier ministre a proposé hier après-midi alors que se déroulait la grande manifestation des travailleurs.

«La décision était unanime entre les chefs des quatre centrales de ne pas accepter l'heure fixée par le premier ministre», a expliqué à la Presse canadienne la présidente de la CSN, Claudette Carboneau.

Les jeunes

Si les chefs syndicaux ont choisi de manifester, Jean Charest a choisi, lui, de s'adresser aux militants jeunes hier matin. Il a notamment salué le choix de ces jeunes qui ont choisi «ce chemin pas toujours facile» qu'est la politique et le Parti libéral, «un parti qui a duré». Il leur a parlé de la consultation qui s'amorce sur la stratégie d'action jeunesse et de développement durable, «la marque de commerce du gouvernement» pour les prochaines années.

En conférence de presse, le premier ministre a



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Quelque 8000 personnes ont participé hier à la grande marche des travailleurs à l'occasion du 1^{er} mai, dans les rues du centre-ville de Montréal.

réitéré l'importance de ce dossier pour les prochaines années. Il a également indiqué que la décentralisation régionale, le pacte fiscal avec les municipalités, la conciliation travail-famille et les premiers projets réalisés en partenariat public-privé marqueraient l'action gouvernementale. Rendu à mi-mandat, M. Charest a souhaité donner un nouvel élan à son gouvernement dont la popularité est en chute libre.

D'ailleurs, au cours du conseil général qui s'est déroulé vendredi et samedi à Saint-Hyacinthe, M. Charest a insisté sur le bilan de son gouvernement afin de donner des munitions aux militants libéraux pour qu'ils soient fiers et qu'ils transmettent la bonne nouvelle. Samedi, le ministre Jacques Dupuis, a arpenté la salle, micro à la main, pour sti-

muler les troupes et hacher menu les adversaires, y compris les journalistes.

Et avec les élections fédérales qui pourraient être déclenchées sous peu, Jean Charest a repris son credo de l'année dernière sur le déséquilibre fiscal. Il fera pression sur les chefs des quatre grands partis pour qu'ils reconnaissent le problème et qu'ils s'engagent à le régler. En fait, ce discours ne s'adresse qu'au premier ministre du Canada, Paul Martin, le seul à refuser de parler du déséquilibre fiscal. Pour ce qui d'appuyer un parti plutôt qu'un autre, Jean Charest s'est montré prudent, rappelant qu'il n'y aurait pas de mot d'ordre, mais plutôt des choix individuels.

Le Devoir

Les travailleurs du monde défilent pour le 1^{er} mai

MELISSA EDDY

Francfort — Des Philippines à Cuba en passant par l'Espagne, la Russie, la France ou la Chine, des millions de travailleurs ont manifesté hier sur la planète pour demander l'amélioration de leurs conditions de travail et protester contre certaines politiques de leurs gouvernements.

Mais d'un pays à l'autre, les revendications en ce 1^{er} mai étaient parfois aux antipodes les unes des autres, soulignant le fossé grandissant entre les travailleurs du Nord et ceux du Sud.

Plus de 530 000 personnes ont participé hier, selon les organisateurs, aux manifestations du 1^{er} mai en Allemagne, tandis que des «automomes» ont défilé à Berlin où de légers incidents ont éclaté dans la soirée avec la police qui a interpellé deux suspects.

Quelque 6500 policiers avaient été mobilisés en raison des affrontements redoutés chaque année à l'occasion du 1^{er} mai dans la capitale allemande avec des «automomes» qui cherchent à en découdre avec les forces de l'ordre.

Plus tôt dans la journée, le président du Parti so-

cial-démocrate (SPD), Franz Muentefering, a été pris à partie par des salariés et syndicalistes mécontents lors d'une manifestation à Duisbourg, où il était venu prononcer un discours.

«Munte, menteur, barre-toi», ont scandé un millier de salariés, chômeurs et syndicalistes dans un concert de sifflets et de huées, avant qu'il ne soit victime de jets d'œufs.

Dans le sud de l'Europe, des milliers d'Espagnols ont également défilé en ce 1^{er} mai pour exiger des emplois plus stables et davantage de protection sociale. À Madrid, les membres du Parti socialiste au pouvoir et de la coalition de gauche se sont joints aux syndicats pour un défilé qui a réuni 25 000 personnes, selon les organisateurs.

Selon des chiffres publiés vendredi, le taux de chômage espagnol est tombé à 10,2 % (soit 2 millions de personnes), mais un tiers des salariés sont en contrat à durée déterminée. «Nous avons besoin d'un emploi stable et productif», a estimé hier José Maria Fidalgo, secrétaire général des Commissions ouvrières. Selon lui, «ce pays a besoin d'investir davantage dans l'éducation, la rénovation et la technologie».

En Asie

Les exigences étaient autres au Bangladesh où 5000 travailleurs ont défilé dans la capitale Dacca pour demander un salaire mensuel minimum de 3000 takas (38,85 euros) et une meilleure protection au travail une semaine après que 73 ouvriers eurent été tués dans l'effondrement d'une usine de vêtements. Dans cette nation classée parmi les plus pauvres de la planète, le revenu minimum n'existe pas: les travailleurs non qualifiés gagnent une moyenne de 800 à 1200 takas (15 à 25 \$) par mois. «C'est une question de survie», a déclaré une militante, Chirine Akter. «Nous voulons un nouveau plan maintenant pour sauver nos travailleurs.»

À Hong Kong, des dizaines de milliers de femmes, originaires d'Asie du Sud et employées comme domestiques dans l'opulente cité ont défilé pour demander des horaires de travail fixes et un salaire minimum pour tous à des milliers de kilomètres de l'ex-colonie britannique, plus d'un million de Cubains se sont réunis hier sur la Place de la Révolution à la Havane pour entendre le discours du 1^{er} mai de Fidel Castro.

Associated Press

EN BREF

Nouveau président de la FEUQ

Trois-Rivières — Après la Fédération des étudiants du collégial (FECQ), au tour de la Fédération étudiante universitaire du Qué-

bec (FEUQ) d'avoir un nouveau président. François Vincent a été élu samedi au cours de l'assemblée générale annuelle de la FEUQ, à Trois-Rivières. Étudiant à l'Université de Montréal, M. Vincent succède à Pier-André Bouchard, un des leaders de la récente grève étudiante. — PC



Chantal Hébert

Le malaise conservateur

Stephen Harper était convaincu que le pacte budgétaire entre le NPD et le PLC lui donnait une solide poignée pour défaire un gouvernement minoritaire opportuniste. À la place, voilà que son avantage sur les libéraux dans la faveur populaire lui glisse entre les doigts.

Les sondages concordent. Le chef conservateur est le grand perdant de l'avant-première électorale qui s'est déroulée à la faveur de la relâche parlementaire la semaine dernière. En promettant de déclencher un scrutin dans les trente jours qui suivront le dépôt du rapport final sur le scandale des commandites et en réécrivant son budget de la main gauche, Paul Martin a réussi à renverser la tendance qui avait vu son parti dégringoler dans les intentions de votes au cours du dernier mois.

Le PLC, qui piquait du nez depuis les allégations choc de Jean Brault devant la commission Gomery, a repris du poil de la bête en Ontario où il mène désormais le peloton politique. Alors que le Bloc québécois demeure solide comme le roc, le Parti conservateur ne réussit pas à tirer profit de la faiblesse évidente de son adversaire libéral.

♦ ♦ ♦

À la clé du malaise conservateur, il y a davantage que la personnalité distante de son chef ou encore que la crainte que peuvent inspirer à un électoral plutôt centriste ses politiques plus à droite. C'est vrai, Stephen Harper est capable de transformer les bains de foule en douche froide. Il n'a pas la fibre empathique très développée. Mais, nonobstant ses antécédents familiaux, on ne peut pas dire non plus que le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe soit une bête de scène. Personne ne s'est jamais plaint d'avoir été accablé par sa chaleur. Cela ne l'a pas empêché de devenir la personnalité souverainiste la plus en vogue au Québec.

On ne peut pas non plus reprocher au Parti conservateur d'avoir fait la sourde oreille à ceux qui lui conseillaient de se recentrer. Depuis un an, il a excisé la question de l'avortement de son programme. Il s'est engagé à maintenir le bilinguisme officiel. Vendredi, M. Harper est allé devant l'Institut Fraser — le temple de la droite canadienne — pour répudier l'idée de grands-prêtres comme Mike Harris et Preston Manning d'instaurer un système de santé à deux vitesses.

Au cours des trois dernières semaines, les conservateurs ont fait des virages qui auraient été qualifiés de spectaculaires n'eût été du tête-à-queue budgétaire des libéraux. Ainsi, un gouvernement conservateur gèrerait le cap sur les objectifs canadiens dans le cadre du protocole de Kyoto. Il maintiendrait les engagements pris par les libéraux à l'égard des municipalités. Il honorerait la signature fédérale sur les accords qui se signent ces jours-ci avec les provinces sur le front des garderies et augmenterait même le budget consacré à la réconciliation travail-famille.

C'est finalement dans le malaise Canada/Québec qu'il faut aller chercher une grosse partie de la réponse à la croissance négative du Parti conservateur. De façon prévisible, l'intervention d'une entente cordiale entre les libéraux et le NPD a eu pour effet de braquer les projecteurs sur la cohabitation du Bloc québécois et du Parti conservateur dans le camp de ceux qui veulent faire tomber le gouvernement. Maintenant que le NPD les soutient, les libéraux ont les coudées encore plus franches pour accuser M. Harper de faire le jeu des souverainistes en provoquant des élections au moment où les fédéralistes sont vulnérables au Québec.

Devant des sondages qui font état d'une remontée de l'appui à la souveraineté, bon nombre d'électeurs s'inquiètent de l'avènement d'un gouvernement conservateur. Et si les libéraux avaient raison, se disent-ils, de prédire que l'arrivée au pouvoir d'un tel gouvernement inciterait les Québécois à vouloir quitter en masse la fédération canadienne?

Pourtant, contrairement à Paul Martin, Stephen Harper est prêt à revoir le fédéralisme fiscal. En principe, cela ferait de lui un premier ministre plus susceptible de répondre aux revendications unanimes de la classe politique québécoise sur le déséquilibre fiscal. À terme, cela pourrait avoir des effets positifs sur la cote du fédéralisme au Québec. Mais voilà que cette perspective réveille un autre démon ontarien, la hantise d'un gouvernement fédéral qui démantèlerait le Canada à la pièce pour acheter la paix au Québec.

♦ ♦ ♦

En clair, Stephen Harper est soit la pire menace à l'unité canadienne à cause de ses politiques à contre-courant du Québec, soit la pire menace à la fédération à cause de son ouverture à une vision du fédéralisme qui correspond davantage à celle du Québec! On est ici devant la quadrature d'un cercle qui profite aux libéraux. Mais pour combien de temps encore?

En fin de semaine, le *Toronto Star* a passé un savon au ministre fédéral du Revenu John McCallum pour avoir accusé le premier ministre ontarien Dalton McGuinty de nuire au Canada en faisant sien le cheval de bataille du déséquilibre fiscal. Il n'y a pas si longtemps, personne ne se serait attendu à lire un tel texte dans un journal qui a historiquement été très proche des libéraux fédéraux. Ce changement de cap est symptomatique d'une évolution, voire même d'une révolution au sein de l'élite ontarienne. Elle est de plus en plus critique sur la place faite à l'Ontario dans les calculs fédéraux.

Les mentalités changent, mais peut-être trop lentement pour Stephen Harper, qui risque de brûler ses freins s'il tente d'arrêter le train électoral sur sa lancée actuelle, mais qui se dirige sans doute vers un autre déraillement si le Canada va aux urnes dès ce printemps.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Destinations

Votre prochaine réunion d'affaires!

...un rendez-vous délectable

3003 boulevard Sainte-Adèle, Sainte-Adèle, Québec, Canada J6B 2N6
Tél. (450) 229-2991 Fax. (450) 229-7573 www.lesauabouche.com

RELAIN & CHATEAUX L'EAU A LA BOUCHE HOTEL-RESTAURANT

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au 514-985-3456 jdebilly@ledevoir.com

LOTO QUÉBEC		RÉSULTATS	
Tirage du 2005-04-29			
GAGNANTS	LOTS		
7/7	2	10 000 000,00 \$	
6/7+	2	344 248,90 \$	
03 04 19 25 33 38 41	6/7	232	2 596,70 \$
	5/7	14 671	146,80 \$
Complémentaire :	(35)	4/7	306 142
		3/7	280 600
Ventes totales :	37 276 972 \$	3/7	2 556 660
Prochain gros lot :	22 500 000 \$		Participation gratuite
Tirage du 2005-04-30			
GAGNANTS	LOTS		
6/6	1	8 395 798,00 \$	
5/6+	2	169 572,80 \$	
10 11 18 21 32 42	5/6	113	2 479,30 \$
	4/6	7 461	71,10 \$
Complémentaire :	(19)	3/6	145 635
		2/6+	106 507
Ventes totales :	16 780 998 \$		5,00 \$
Prochain gros lot (appr.) :	4 000 000 \$		
NE MANQUEZ PAS CE SOIR, ROUE DE FORTUNE À TQS À 18H25			
Québec		RÉSULTATS	
Tirage du 2005-04-30			
GAGNANTS	LOTS		
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	50 000,00 \$	
02 06 13 17 22 23	5/6	34	500,00 \$
	4/6	1 372	50,00 \$
Complémentaire :	(27)	3/6	23 024
			5,00 \$
Ventes totales :	515 230,50 \$		
Extra		Extra	
Tirage du 2005-04-29			
NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT
567603	100 000 \$	875294	100 000 \$

Les modalités d'encasement des billes gagnantes paraissent au verso des billets. En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de L.Q., cette dernière a priorité.

• LES ACTUALITÉS •

BNQ : accueil enthousiaste du public

PAULINE GRAVEL

Euphorique était la directrice générale de la Bibliothèque nationale du Québec, Lise Bissonnette, alors que déferlait hier après-midi une marée de visiteurs aux origines et aux accents les plus divers qui étaient absolument émerveillés par la splendeur du bâtiment et les trésors qu'il recèle.

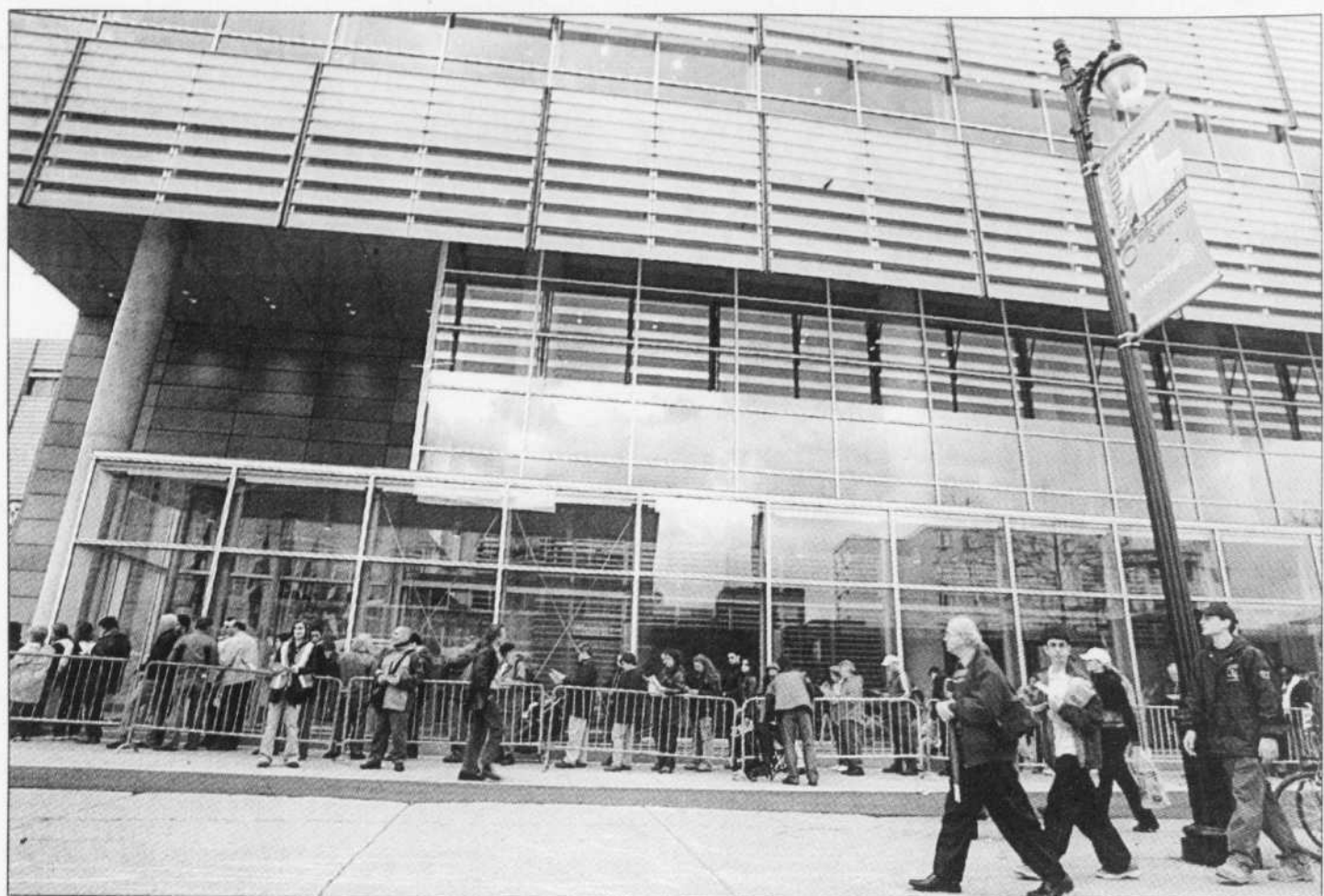
Malgré la pluie, plus de 18 000 personnes ont franchi les portes de la BNQ durant les deux journées de portes ouvertes où l'ambiance était festive. Alors que le silence est de mise dans ce temple de la lecture, des sonorités de cuivres et de cordes interprétées par des musiciens du Conservatoire de musique de Montréal, des vers de poètes québécois et des contes déclamés par des animateurs coiffés de haut-de-forme, des discussions radiodiffusées sur les ondes de Radio-Canada fusaient dans les espaces inondés de lumière.

Des concerts, des pièces de théâtre pour les jeunes, un court métrage sur la construction de la bibliothèque, des expositions sur l'histoire de la lecture publique, sur les livres minuscules, sur Jacques Ferron étaient présentés au public qui ne pouvait toutefois avoir accès aux collections.

Aucun incident ou commentaire négatif de la part du grand public n'est venu assombrir le bonheur de M^{me} Bissonnette. «La seule chose dont les gens s'inquiètent c'est de savoir comment nous allons épouser les lattes de bois», dit-elle en avouant avec humour qu'elle n'avait pas songé à la question.

Communautés culturelles

L'accueil du public a dépassé les espérances de la directrice et de son équipe, qui se réjouissent avant tout de la diversité de ce dernier. Les Montréalais pure lai-



Malgré le mauvais temps, plus de 18 000 personnes ont franchi les portes de la BNQ durant les deux journées de portes ouvertes où l'ambiance était festive.

ne étaient loin d'être les seuls à se présenter à la BNQ ce week-end. Les responsables de l'accueil estiment que le tiers des visiteurs appartenait à des communautés culturelles. «Des représentants de toutes les communautés culturelles se sont déplacés, avec leur famille», précise M^{me} Bissonnette. Particulièrement la communauté asiatique qui était peut-être plus présente que les autres.

«Les bibliothèques sont des lieux d'accueil des immigrants. Quand j'étais étudiante à Paris, je passais mes journées dans une petite bibliothèque qui s'appelait la documentation française. Ça me faisait un endroit où aller étudier, un endroit où il y avait du monde, où c'était beau, où il y a de quoi faire. Et ça se vérifie à Montréal. Alors qu'on nous a accusés d'être venus nous installer dans un ghetto francophone de l'Est, le premier client qui a franchi nos portes hier était un unilingue anglophone de Lachine qui s'était juré d'être le premier visiteur», commente-t-elle.

Dans la file qui encerclait le bâtiment en attendant de pouvoir y pénétrer, on comptait aussi bien des têtes d'affiche, des résidents du quartier que des bébés en poussette. «Beaucoup ne nous croyaient pas quand on disait que ce serait une biblio-

thèque pour tous, qu'elle s'adresserait aussi bien aux enfants qu'aux chercheurs», ajoute la directrice générale. Nos détracteurs ont été confondus, poursuit-elle. «Autant on s'est fait reprocher de voir trop grand, autant les gens apprécient l'ampleur de la chose, l'immensité des collections. Ils nous en sont très reconnaissants», dit-elle. Alors que les Québécois de

souche voient dans la Grande Bibliothèque une mise en valeur de notre patrimoine, les Québécois d'adoption apprécient particulièrement la gratuité et la grande accessibilité de la nouvelle BNQ. «La gratuité permet de décaler cet équipement culturel de toute barrière», martèle M^{me} Bissonnette.

«C'est une véritable mine d'or», lançait un visiteur cinquantenaire. «C'est la mémoire de notre pays. J'attends des visiteurs d'Europe cet été, je les emmènerai ici.»

Un jeune couple de Roumains qui vit à Montréal depuis deux ans s'est dit ébloui par la beauté du bâtiment, par le nombre de livres offerts et par la facilité avec laquelle on peut avoir accès à ces documents. Une famille congolaise (Zaire) qui était abonnée à la bibliothèque de la rue Sherbrooke lance que la grande bibliothèque est 1000 fois mieux. «C'est très grand, la technologie est là, l'organisation de l'espace est très intéressante. Et l'espace jeune sera très apprécié quand notre bébé sera plus âgé», confient-ils.

Ravis étaient en effet les enfants qui, plus indifférents que les adultes à l'architecture, se réjouissaient avant tout de trouver des livres, dont ils s'emparaient pour les parcourir blottis dans un fauteuil conçu à leur taille.

On faisait la queue au comptoir des abonnements, où quelque 3200 personnes ont profité de leur visite pour s'inscrire gratuitement, portant le nombre total d'abonnés à environ 85 000. Complètement séduits, tous les visiteurs qui quittaient les lieux se promettaient de revenir. À partir de mardi matin, 10 heures, les préposés au prêt seront là pour répondre aux désirs des amoureux des livres. La BNQ est fermée tous les lundis, à l'exception de la section Actualité et nouveautés.

Le Devoir

OTTAWA

Une loi visant à fournir des médicaments aux pays pauvres n'a eu aucun effet

DENNIS BUECKERT

Ottawa — Un an après que la Canada s'est attiré la sympathie de la communauté internationale en adoptant une loi pour fournir des médicaments bon marché aux pays pauvres, celle-ci ne s'est pas encore traduite par un seul envoi de produits pharmaceutiques.

Des représentants du gouvernement ont affirmé que l'application de la loi, votée alors que Jean Chrétien était premier ministre, a été freinée par des questions d'ordre technique. Certains observateurs considèrent même qu'elle est compromise et n'aura jamais d'impact réel.

«Nous attendons toujours», a déclaré Tony Parmar, de Médecins sans frontières, qui espérait que l'adoption de la loi profiterait aux pays frappés par le sida, la malaria et d'autres maladies qui peuvent être traitées.

«Un an après son adoption, nous devons constater qu'aucun médicament n'a été envoyé. Nous gardons l'espoir que ce sera possible plus tard, mais, à l'heure actuelle, il n'y

a rien de sûr. Pour dire les choses franchement, les fabricants de médicaments génériques n'ont pas manifesté beaucoup d'intérêt pour l'utilisation de cette loi.»

Le projet de loi, déposé à la fin du mandat de M. Chrétien, avait été salué par des porte-étendard du développement international, dont le chanteur Bono, du groupe rock U2, ainsi que par le président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki.

La loi profitait alors d'une nouvelle disposition de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) permettant aux fabricants de médicaments génériques de produire des versions bon marché de leur produits brevetés, à condition de les vendre seulement dans les pays pauvres.

Le Canada avait été le premier pays à se prévaloir de cette nouvelle disposition et les sociétés pharmaceutiques avaient manifesté leur soutien. Mais elles s'étaient retirées du processus en constatant les modalités du projet de loi.

«Il y a plusieurs restrictions incluses dans la loi qui, selon

l'OMC, sont inutiles», a indiqué Jim Keon, président de l'Association canadienne du médicament générique.

Il affirme que la loi a subi la forte influence des fabricants de médicaments de marque, inquiétés par la possibilité que leurs éternels rivaux profitent d'un quelconque avantage.

La loi permet aux entreprises de médicaments génériques de facturer le coût de fabrication plus 15 %. Si elles facturent plus de 25 % du prix du médicament vendu au Canada, les compagnies qui détiennent le brevet peuvent alors les concurrencer.

Incitatifs insuffisants

Doug Clark, un représentant d'Industrie Canada, affirme que la loi tablait peut-être un peu trop sur le fait que les entreprises se montreraient désireuses d'exporter leurs médicaments pour des motifs humanitaires.

«Il y a place pour réaliser un certain bénéfice, mais la loi ne favorise pas du tout les transactions lucratives», a-t-il dit.

Selon lui, le problème vient du fait que les sociétés pharmaceutiques ne sont pas des œuvres de charité.

«Les incitatifs ne sont pas suffisants parce qu'il n'y a pas d'argent à gagner, a-t-il dit. Il n'a jamais été question de cet aspect au cours des discussions.»

Toute tentative pour explorer le potentiel du projet de loi a été impossible, puisque les modalités de sa réglementation — qui détermine ce qui est ou non permis — n'ont pas encore été rendues publiques.

M. Clark a indiqué que la loi avait été retardée par un comité du Sénat qui, en l'examinant, a découvert des lacunes qui n'avaient pas été remarquées lorsque le texte est passé par la Chambre des communes.

Un nouveau texte a dû être écrit afin de combler ces brèches et il devrait être étudié cette semaine pour être adopté bientôt, à moins que le gouvernement ne soit renversé.

Presse canadienne

EN BREF

Conférence contre la surpêche

Près d'une cinquantaine de pays où la pêche joue un rôle économique important se réunissent d'aujourd'hui à jeudi au Canada pour relancer les efforts internationaux visant à mettre fin à la surpêche en haute mer, qui fait peser une menace grandissante sur la ressource. «La précarité d'un bon nombre de stocks de poissons à l'échelle mondiale est attribuable à notre incapacité collective, en tant que communauté internationale, de protéger cette ressource précieuse», a affirmé Geoff Regan, ministre canadien des Pêches et hôte de cette conférence à Terre-Neuve. Actuellement, 76 % des ressources halieutiques mondiales sont exploitées à fond ou surexploitées, selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Or environ 30 % des prises mondiales de poissons sont le fruit d'une pêche illégale ou non réglementée, selon le gouvernement canadien. — AFP

Les étudiants révoltés

La décision du ministre de l'Éducation de ne pas octroyer d'aide financière en juin pour les étudiants dont le trimestre est prolongé en raison de la grève soulève l'ire de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). «C'est une vendetta envers les étudiants qui ont fait la grève», s'insurge la présidente sortante de la FECQ, Julie Bouchard. Elle rappelle que l'aide financière est octroyée aux étudiants en fonction du nombre de mois passé sur les bancs d'école, à plein temps, et non en fonction des trimestres. «Cela revient à l'équivalent d'annuler la session pour ceux qui sont sur les prêts et bourses. Ils vont être obligés de lâcher l'école pour payer

les comptes qui rentrent. Cela n'a aucun sens de stimuler le décrochage», poursuit Mme Bouchard. Pour l'heure, une quinzaine de cégeps prolongeront leur trimestre jusqu'en juin et plusieurs n'ont pas encore statué sur le réaménagement du calendrier scolaire. L'aide financière a continué d'être versée pendant la grève étudiante. — Le Devoir

Le bâtonnier du Québec est déçu

Le bâtonnier du Québec, Denis Mondor, s'inquiète grandement que l'accessibilité à l'Aide juridique soit de plus en plus réduite au Québec. Selon M^r Mondor, depuis trop longtemps déjà, pratiquement plus personne n'a droit à l'Aide juridique puisqu'il faut avoir un revenu de moins de 9000 \$ par année, sauf exceptions. Au fil des ans, il rappelle que le Barreau du Québec a fait de nombreuses démarches pour que cette situation, qui perdure depuis 22 ans, soit corrigée. Le bâtonnier du Québec se dit très déçu que le dernier budget du gouvernement ne prévoit aucune somme pour améliorer la situation. — PC

Trafic de personnes

Pendant une période de six ans, près de 12 % des immigrants qui sont entrés illégalement au Canada l'ont fait avec l'aide directe d'un contrebandier ou d'un accompagnateur, selon une étude du Service de renseignement fédéral. «Le Canada est devenu une destination de choix pour le marché du trafic de personnes», affirme-t-on dans un document interne obtenu par la Presse Canadienne. L'étude de 63 pages a été rédigée à la suite d'une enquête de la GRC qui avait pour but de mieux comprendre le trafic de personnes et de contrer ce phénomène. — PC

Les sanctions douanières européennes et canadiennes entrent en vigueur

Washington — Vêtements, papier ou maïs doux américains vont coûter plus cher aux Européens. À partir d'aujourd'hui, l'Union européenne et le Canada devaient imposer des taxes douanières en hausse de 15 % sur toute une gamme d'exportations américaines, des sanctions contre des versements fédéraux à certaines compagnies qui ont été jugées illégales par l'OMC.

Le Canada va taxer les cigarettes, les huîtres, et certains poissons pour un total de 17,5 millions de dollars.

L'Organisation mondiale du Commerce (OMC) les a en effet autorisés à imposer des sanctions aux États-Unis qui n'ont toujours pas abrogé l'amendement Byrd, jugé illégal. Compte tenu du sentiment qui règne en ce moment au sein du Congrès

américain, ces mesures de rétorsion pourraient rester en vigueur un certain temps. Si l'administration Bush est opposée à l'amendement qui porte le nom du sénateur démocrate Robert Byrd, il bénéficie d'un large soutien au Congrès.

En vertu de cet amendement adopté en octobre 2000, les compagnies américaines qui portent plain-

te avec succès contre des compagnies étrangères concurrentes accusées de dumping aux États-Unis bénéficient non seulement de tarifs douaniers plus élevés imposés sur les produits concurrents concernés, mais reçoivent également les sommes supplémentaires perçues sur ces produits.

Associated Press

Soirée spéciale

Ce soir 20 h

L'agronome

Portrait de Jean Dominique, agronome, journaliste et défenseur des droits de la personne en Haïti.

21h39

En toute liberté... de presse

Témoignages du photographe Patrick Chauvel, du caricaturiste Nikahang Kowsar et de l'auteur Dany Laferrière. Discussion en studio avec Samir Khader d'Al-Jazeera, John MacArthur du Harper's Magazine, Robert Ménard de Reporters sans Frontières...

Animation : Anne-Marie Dussault et François Bugingo

Réalisation : Lynn Phaneuf

Liberté de presse. À quel prix ?



Télé-Québec
telequebec.tv

Ça change de la télé

• LES ACTUALITÉS •

Les conservateurs rentrent aux Communes pour renverser le gouvernement

Un traitement de canal inévitable pour la classe politique, selon Peter MacKay

SANDRA CORDON

Ottawa — Malgré une légère diminution des appuis dans les sondages, les conservateurs de Stephen Harper retournent aux Communes, aujourd'hui, avec la ferme intention de forcer des élections hâtives, une initiative que les libéraux tentent de contrer.

Durant une pause d'une semaine des travaux à la Chambre des communes, le chef du Parti conservateur du Canada, Stephen Harper, a promis de renverser le plus rapidement possible le gouvernement minoritaire des libéraux.

Il s'agit d'une sorte de traitement de canal inévitable pour la classe politique, a affirmé le chef adjoint des conservateurs, Peter MacKay.

«Un déclenchement d'élections serait un peu comme une visite chez le dentiste: ce n'est peut-être pas quelque chose que vous souhaitez, mais c'est quand même quelque chose qu'il faut faire», a dit M. MacKay hier, sur les ondes de CBC Newsworld.

Les conservateurs ont prévu de tenir une réunion de leur groupe parlementaire, aujourd'hui, afin de planifier leur attaque contre le gouvernement libéral de M. Martin.

Les libéraux résistent

Mais les libéraux ne sont pas prêts à abandonner la partie.

Des sondages indiquent que Paul Martin aurait peut-être réussi à convaincre les Canadiens, lors d'un message télédiffusé, d'attendre le dépôt du rapport du juge John Gomery, qui préside la com-



JIM YOUNG REUTERS

Le chef conservateur Stephen Harper revient aux Communes cette semaine dans la ferme intention de renverser le gouvernement Martin.

mission sur le programme des commandites.

Le leader des libéraux en Chambre Tony Valeri a accusé les conservateurs de vouloir en découdre avec les libéraux au point d'oublier qu'une majorité d'électeurs préféreraient ne pas aller aux urnes ce printemps.

«Les conservateurs jouent à une sorte de jeu — les Canadiens ne veulent pas d'élections, ils veulent voir le Parlement travailler, a dit M. Valeri sur les ondes du réseau CTV, hier. Pourquoi ne pas débattre du budget [...] et ensuite permettre au Parlement de travailler et, ultimement, comme le premier ministre l'a dit, il y aura des élections? Les Canadiens pourront demander des comptes aux partis.»

De multiples avenues

Mais M. Harper a exprimé le souhait d'en finir avec le gouvernement Martin le plus tôt possible — peut-être cette semaine.

Aujourd'hui, les conservateurs pourraient déposer un rapport du comité des comptes publics qui réclame le départ de M. Martin.

Un vote sur cette résolution pourrait se tenir jeudi même si cela n'inquiète pas trop les libéraux, qui comptent profiter de règles de procédure pour freiner cette initiative.

Il ne s'agit que d'une des multiples avenues que les conservateurs pourraient choisir d'emprunter pour obtenir le déclenchement d'élections au printemps.

Leur colère a été particulièrement attisée, cette semaine, lorsque les libéraux ont accepté de modifier leur budget en échange de l'appui des 19 dé-

putés du Nouveau Parti démocratique (NPD).

Le ministre fédéral des Finances, Ralph Goodale, a toutefois insisté sur le fait que les demandes du NPD — une augmentation de 4,6 milliards des dépenses dans les programmes sociaux au cours des deux prochaines années — ne changeaient pas grand-chose.

Les nouvelles dépenses n'augmenteront pas le déficit et les programmes qui bénéficieront du financement correspondent aux priorités établies par les libéraux.

Et un tel compromis était souhaitable pour éviter le renversement du gouvernement à la suite d'une motion de censure, a affirmé M. Goodale sur les ondes de CTV.

Ainsi, les libéraux pourront compter sur l'appui du NPD — au moins jusqu'à l'adoption du budget.

Si M. Harper maintient le cap, les libéraux pourraient néanmoins être confrontés à la date butoir du 18 mai, lors d'un vote portant sur un amendement, dans un rapport d'un comité des Communes.

M. Harper a soutenu cet amendement, déposé le 22 avril, qui recommande «la démission du gouvernement parce qu'il refuse certaines des principales recommandations du comité».

Même si cet amendement n'est pas adopté, ce qui est possible étant donné la répartition des sièges aux Communes, l'opposition dispose d'autres occasions pour déposer des motions de censure.

Presse canadienne

Selon les experts

La grippe aviaire est en pleine mutation biologique

HELEN BRANSWELL

Toronto — Des mutations inquiétantes de la souche H5N1 de la grippe aviaire dans le nord du Vietnam, constatées tant dans son comportement que dans sa composition, indiquent peut-être que le risque de contagion chez les humains augmente au lieu de diminuer.

Au cours des derniers mois, le nombre de petits îlots de contagion causés par ce virus a aug-

menté, ce qui laisse supposer qu'il est plus facile de le contracter, bien qu'il soit encore possible de limiter sa propagation. Par ailleurs, le taux de mortalité chez les personnes infectées a décliné, mais ce phénomène n'est pas nécessairement un bon signe, étant peut-être attribuable à une mutation biologique.

«Ces deux observations, si elles sont vraies, pourraient indiquer que le virus est en voie de se transformer en agent pathogène encore

plus efficace», a déclaré le Dr Scott Dowell, haut fonctionnaire en Asie du Sud-Est pour les Centers for Disease Control des États-Unis. Nous surveillons tout cela de très, très près et nous continuons de tenter de déterminer si c'est vraiment le cas. Sur le plan scientifique, il est toutefois difficile de savoir avec certitude ce que tout cela signifie.»

Le Dr Dowell suit la progression du virus de la grippe aviaire depuis le mois de décembre 2003. Au Vietnam, en Thaïlande et au

Cambodge, 88 cas d'humains infectés par la souche H5N1 ont été rapportés depuis ce temps à l'Organisation mondiale de la Santé. On a constaté 51 décès.

Le Dr Dowell, un homme qui tient habituellement des propos prudents, reconnaît que la souche H5N1 l'inquiète davantage maintenant qu'il y a six mois ou un an.

Constatées cette année au Vietnam, les mutations apparentes dans le mode de transmission du virus et sa composition moléculai-

re constituent des motifs d'inquiétude, selon lui.

«Les quelques données que nous avons, qui proviennent d'une petite poignée d'échantillons obtenus au Vietnam, sont inquiétantes, a-t-il dit depuis Bangkok. Ce sont des inquiétudes qui s'ajoutent à celles provoquées par les mutations au point de vue épidémiologique.»

Les experts dans le domaine de la grippe réalisent toutefois qu'ils en savent si peu sur la façon dont ce virus se propage qu'ils sont inca-

pables de prédire si la souche H5N1 s'apprête à devenir plus virulente, ou tout simplement à disparaître. «C'est justement le problème. Nous pouvons voir ce qui se passe, mais notre capacité de prédire la prochaine étape est si médiocre que nous n'avons aucune idée de ce qui nous attend, malheureusement», a affirmé le Dr Earl Brown, un virologue spécialisé dans l'évolution de la grippe à l'Université d'Ottawa.

Presse canadienne



3 700 000*

bonnes raisons de fêter le 1^{er} mai!

Nous pouvons célébrer parce que nous sommes près de quatre millions sur le marché du travail et que le taux de chômage n'a jamais été aussi bas depuis 1974 au Québec.

Nous pouvons être fiers parce que le Québec est reconnu pour la compétence, l'engagement et la qualité de sa main-d'œuvre.

Nous pouvons avoir confiance en l'avenir parce que :

- Depuis deux ans, 25 000 nouvelles places ont été créées dans les services de garde.
- Les travailleurs à faible ou à moyen revenu peuvent maintenant compter sur la Prime au travail qui les aide à intégrer le marché du travail ou à y demeurer.
- Les travailleurs bénéficient maintenant d'une déduction fiscale de 500 \$.
- Le salaire minimum augmente dès aujourd'hui.

Bonne fête à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs!

Québec

* Nombre de travailleurs au Québec.

É D I T O R I A L

Le lit de Jack Layton

Le NPD est devenu le centre de l'attention des médias depuis que son chef, Jack Layton, a monnayé l'appui de sa formation au gouvernement du premier ministre Paul Martin. L'entente conclue avec les libéraux confirme que le Québec compte pour bien peu dans la stratégie néo-démocrate en vue des prochaines élections.

L'histoire de la relation du NPD avec le Québec est basée sur la déception. Ce n'est pas que ce parti n'ait jamais fait d'efforts pour s'implanter au Québec. Il en a même fait beaucoup alors que David Lewis et Ed Broadbent étaient chef. Ses militants ont volontiers reconnu et inscrit à leur programme le droit du Québec à l'autodétermination, ce qui pourtant n'a pas empêché le caucus néo-démocrate aux Communes de voter en faveur du projet de loi de Stéphane Dion sur la clarté référendaire en 2000. Malheureusement, les sentiments que ce parti dit avoir envers le Québec se traduisent rarement en engagements.



Bernard Descôteaux

Le problème de ce parti est qu'il n'a pas de véritables racines au Québec où se trouve un fort électoral progressiste qui devrait être sensible au programme social-démocrate. Si, de manière générale, les Québécois trouvent ce petit parti plutôt sympathique, ce sentiment ne se traduit jamais en votes. Une seule fois, le NPD aura réussi à faire élire un député, Philip Edmonston, mais c'était à l'occasion d'une élection complémentaire en 1990. À l'élection de 1993, il fut emporté dans la vague bloquiste.

Les chances du NPD de faire élire un seul député au Québec lors de la prochaine élection sont nulles, même si, contrairement à ses prédécesseurs à la tête du parti, Jack Layton, parle raisonnablement bien le français et qu'il connaît bien le Québec pour y être né. Buzz Hargrove, le puissant leader du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile, constatait l'impasse l'été dernier, alors qu'il invitait M. Layton à abandonner le terrain électoral québécois au Bloc et à former avec celui-ci une alliance de la gauche au Parlement. Aux dernières élections le syndicat de M. Hargrove avait d'ailleurs appuyé le Bloc en qui il reconnaissait le meilleur chien de garde des intérêts des travailleurs.

Dans l'esprit d'un Buzz Hargrove, une telle alliance aurait permis au NPD de consacrer temps, argent et énergie là où ça compte, soit dans le reste du Canada. Cependant, il faut bien reconnaître que cette idée peut difficilement tenir la route. À part le fait d'avoir les mêmes racines social-démocrates, presque tout oppose bloquistes et néo-démocrates.

La vision que ces deux partis ont du fonctionnement de la fédération canadienne est aux antipodes. Le premier défend l'autonomie des provinces tandis que le second ne se gêne pas pour favoriser les empiétements du gouvernement fédéral dans les champs de compétence provinciale. On a pu le constater une autre fois la semaine dernière, alors que Jack Layton et Paul Martin rendaient publics les termes de leur entente. Ne se préoccupant d'aucune façon du respect des compétences des provinces, le chef néo-démocrate a exigé et obtenu 1,5 milliard de dollars de nouveaux investissements en éducation. Pourquoi n'a-t-il pas demandé plutôt à Paul Martin de régler le problème du déséquilibre fiscal? Les belles envolées pro-Québec que les néo-démocrates aiment se payer lors de leurs congrès sont vite oubliées lorsque vient le temps de compter les votes, lesquels se trouvent dans les autres provinces.

Devant l'électorat du reste du Canada, le NPD ne peut se permettre de trop s'associer à la défense des intérêts des Québécois, le danger étant qu'on pourrait lui faire payer chèrement le fait de «coucher dans le même lit que les séparatistes». Chacun leur tour, libéraux, conservateurs et néo-démocrates s'accusent volontiers de «coucher avec le diable». Ces derniers jours, Jack Layton s'est approprié ce slogan pour dénoncer l'alliance tactique entre conservateurs et bloquistes pour défaire le gouvernement Martin.

Ces accusations n'ont pas d'effet au Québec, si ce n'est que, venant de la bouche de M. Layton, elles font sourire. Au Canada anglais, ce pourrait être différent. Sur le plan électoral, le «Quebec bashing» a toujours un certain succès. Ce discours est d'autant plus attristant qu'il nourrit le sentiment anti-Québec et contribue à creuser le fossé qui sépare le Québec du Canada anglais. Au lendemain de la prochaine élection, il pourrait bien arriver que des gens sentent tout à coup la nécessité de combler ce fossé. Une reprise de dialogue ne pourrait ignorer les souverainistes qui représentent tout de même la moitié de la population québécoise. Que le NPD ne s'en préoccupe pas du tout aujourd'hui nous en dit beaucoup sur ses intérêts premiers qui, quoi que ses porte-parole disent, ne semblent pas être au Québec. De sa part, cela est désolant.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

La fin du Canada selon Gagliano

Selon ex-ambassadeur du Canada au Danemark, M. Alfonso Gagliano, la décision de Paul Martin de créer la commission Gomery et le risque de renversement de son gouvernement pourraient conduire à la souveraineté du Québec ou du moins, à un Canada qui ne serait plus le même.

M. Gagliano se réfère à la vision du Canada qu'il partage avec Jean Chrétien et Pierre E. Trudeau. Une vision centralisatrice qui a conduit au fédéralisme actuel basé sur le pouvoir de dépenser d'Ottawa, l'envahissement des champs de compétence des provinces et surtout, l'exclusion du Québec de la constitution canadienne de 1982.

Ce sont les mêmes artisans qui ont maintenu le Québec exclu de la constitution en 1990 par le rejet de l'Accord du Lac Meech contribuant du même coup à la création du Bloc québécois à la Chambre des communes.

Ce sont encore une fois les mêmes artisans qui ont bafoué les lois québécoises en matière de consultations publiques lors du référendum de 1995. En clair, il a lui-même attisé les braises de la souveraineté dont il a si peur aujourd'hui!

M. Gagliano s'efforce de sauver sa réputation et le Canada qu'il a contribué à édifier.

Toutefois, il n'est pas certain que les québécois et québécoises ne pourraient pas vivre dans un Canada gouverné par le parti conservateur, qui respecterait l'autonomie des provinces et qui a déjà tenté de réintégrer le Québec à la constitution canadienne dans l'honneur et la dignité.

Reste à savoir si le parti de M. Harper est l'héritier du Parti conservateur que les Québécois et Québécoises ont élu il y a plus de 20 ans.

Jacques Vachon
Beauport, 26 avril 2005

Les pilliers

Nous avons tous été pillés. Cependant, quand je songe à nos aînés qui ont peine à boucler leur budget et à se nourrir décem-

ment, quand je pense aux gens qui attendent une intervention ou un examen dont leur vie dépend, je suis bouleversé.

Comment peut-on descendre si bas pour glisser la main dans des bourses si dépourvues? Ayant travaillé dans divers secteurs d'activité où il faisait bon pour les patrons d'être connu des hautes instances libérales, il était facile de pressentir les magouilles qui se traînaient dans les bureaux.

Quoi d'autre que l'appât du gain pourrait propulser un professionnel débordé à un dîner du Parti libéral, quoi d'autre que l'appât du gain peut rendre cruciale l'obtention de places près des gens vraiment influents?

Peut-être que tous les Canadiens n'ont pas l'occasion d'observer ces manèges, mais j'espère sincèrement qu'ils ont compris comment bien des affaires fonctionnent et fructifient, ici, comme ailleurs.

J'espère aussi que les convictions inébranlables en prendront un coup et qu'on ne sera plus ni rouge, ni bleu, mais plutôt des citoyens lucides, ignorant le sectarisme politique et veillant à nos intérêts communs, comme aux intérêts des plus dépourvus.

Jocelyne Parisella
Montréal, avril 2005

Le vote unique transférable

Depuis le dépôt de l'avant-projet de loi de réforme du mode de scrutin par le Parti libéral du Québec, toute la population du Québec semble divisée entre vote uninominal à un tour (ce que nous avons présentement), vote proportionnel et vote proportionnel mixte, soit le mélange des deux premiers.

La population ne semble pas comprendre que d'autres options s'offrent à nous.

Dernièrement, un petit groupe de citoyens fut chargé par le gouvernement de la Colombie-Britannique d'évaluer les différents types de scrutin pour trouver le meilleur.

Le mode de scrutin choisi: le vote unique transférable.

Ce type de mode de scrutin fait en sorte que, plutôt que de voter pour un seul candidat dans sa circonscription, l'électeur trace une liste de 1 à... de ses préférences.

De plus, plutôt qu'il n'y ait qu'un seul député par circonscription, il serait possible qu'il y en ait deux, trois ou même plus!

Le vote unique transférable a l'avantage de laisser plus de liberté aux électeurs, de maintenir la présence actuelle des régions à l'Assemblée générale et de laisser une place aux tiers partis.

Il compte donc tous les avantages de tous les autres types de scrutin, sans en avoir les défauts.

Alors, oubliez le mode de scrutin actuel, et cessez de demander un scrutin de type proportionnel et demandez le vote unique transférable!

Maxime Schinck
Étudiant

Sherbrooke, avril 2005

Les leçons de l'histoire?

Alors qu'on se rappelle le lointain génocide arménien suivi de tant d'autres depuis, n'est-il pas urgent de réfléchir sur cette triste réalité que tout profil racial poussé à sa limite risque inévitablement de sombrer dans la démesure et l'intolérance génocidaire. Nul n'est à l'abri de refuser la différence.

À partir de ce refus, le risque de dérapage finit souvent par se réaliser.

Espérons que les Québécois sachent s'opposer à toute forme d'invitation à créer un pays qui refuse la diversité et le respect de tous ses citoyens de toute origine et opinion qu'ils soient.

Rejetons fermement l'expression «assimilation» pour choisir plutôt celle de réflexions communes sur l'avenir de ce territoire qui appartient à tous ceux qui y habitent.

Jacques Léger
Morin-Heights, le 25 avril 2005

LIBRE OPINION

Le Projet vert d'Ottawa: le noir total

JEAN-FRANÇOIS SAMRAY

Président-directeur général, Association de l'industrie électrique du Québec

Le Plan du Canada sur les changements climatiques de 2002 voulait «ne faire porter un fardeau déraisonnable à aucune région» et «minimiser les coûts d'atténuation tout en optimisant les avantages» pour réduire ses émissions de CO₂. Il y a quelques jours, Ottawa nous a présenté un plan révisé et de ce qu'il conçoit comme étant équitable. De fait, le gouvernement fédéral a revu ses couleurs et rebaptise ce nouveau «partage» un Projet vert.

La première constatation que nous tirons dudit projet est qu'il ne responsabilise pas ceux qui polluent le plus, bien au contraire. Les obligations des grands émetteurs finaux (GEF) ont été corrigées à la baisse depuis 2002 et le domaine des transports échappera à sa juste charge. Par contre, le Québec avec ses ressources renouvelables devra participer au partage des coûts: des coûts qui sont considérables et sous-estimés, compte tenu des coûts relatifs à la mise en œuvre des mesures.

Où en sommes-nous avec le Projet vert du gouvernement fédéral en 2005? La comparaison du volume des émissions ne laisse aucun doute. Au chapitre des émissions totales des gaz à effets de serre (GES), pour l'année 2002, la moyenne canadienne était près de deux fois supérieures à celle du Québec et celle des Albertains était près de six fois la nôtre.

La différence était encore plus notoire en ce qui a trait au GES produits pour fabriquer de l'électricité. Ainsi, la moyenne canadienne des émissions était 51

fois supérieure à celle du Québec et l'écart allait jusqu'à 214 fois pour l'Alberta.

Le projet actuel nuit également aux principes d'équité et de pollueur-payeur. L'industrie et les citoyens québécois contribueront disproportionnellement aux coûts de réduction des émissions canadiennes. Conséquemment, nous assistons à la naissance d'un «déséquilibre carbonique» puisque nous sommes pénalisés pour notre excellente performance dans ce dossier.

Un pragmatisme absent

Le Projet vert prévoit plusieurs fonds, dont le Fonds du climat. L'Association de l'industrie électrique du Québec (AIEQ) reçoit favorablement a priori cette idée, mais reste perplexé par rapport à son application.

Dans sa présentation, le ministre présente la possibilité d'acheter des crédits pour réduire les émissions, des crédits domestiques, des crédits internationaux, etc. Mais l'industrie électrique du Québec reste face à une boîte noire: comment le marché du carbone sera-t-il mis en place? Quels projets seront admissibles? Quel sera la place des ressources renouvelables? Comment et quand le marché canadien sera-t-il intégré dans un marché global?

Ottawa renvoie les décideurs économiques à des plans ultérieurs qui régleront les détails. Mais les décideurs de l'économie québécoise doivent savoir très rapidement, et de façon précise et fiable, comment ce marché de carbone fonctionnera. Si les énergies renouvelables sont intégrées à leur juste valeur dans ce marché, le Québec pourra fournir de l'énergie propre à prix raisonnable et contribuer encore davantage à la réduction des émissions du CO₂ du Canada. Outre ses ressources hydrauliques, le Québec dispose d'une to-

pographie propice à l'énergie éolienne. Le développement de ces ressources permettrait d'accélérer la fermeture des centrales polluantes au Canada.

Basé sur le Fonds du partenariat, le gouvernement fédéral envisage d'investir considérablement dans les initiatives pour le «charbon vert». En 2002, il avait pourtant déclaré que «la transition vers une économie fondée sur de l'énergie à plus faible intensité d'émissions est la voie de l'avenir». Propre ou sale, le charbon demeure une énergie fossile. Pourquoi encourager les investissements dans une filière qui restera polluante alors que le Québec possède un potentiel de ressources propres et renouvelables à développer?

Contrairement aux ouvrages hydroélectriques, ces nouvelles installations de «charbon propre» ne seront soumises à aucune évaluation environnementale en ce qui a trait aux habitats fauniques. En plus, elles seront admissibles à un financement provenant du Fonds du partenariat. Une telle approche ne compromet pas seulement la voie de l'avenir, basée sur une énergie à plus faible intensité d'émissions, mais elle heurte encore une fois le principe d'équité.

L'AIEQ s'interroge sur la cohérence d'une telle approche et questionne particulièrement la durée de cette transition vers un avenir énergétique à faible intensité d'émissions. La filière hydroélectrique, quant à elle, porte un lourd fardeau de preuve. La construction de nouvelles installations hydroélectriques est soumise à de multiples approbations: commissions fédérales et provinciales, audiences publiques, analyses d'impact environnemental. Il y a là une disproportion flagrante quant aux critères d'évaluation appliqués aux deux filières.

Ottawa souligne à de multiples reprises le rôle de

pionnier que le Canada veut jouer aussi bien dans le processus de Kyoto et post-Kyoto que sur le plan de l'innovation technologique. Il est pourtant difficile d'entrevoir où ce leadership se manifeste. Le gouvernement fédéral souhaite voir le Canada comme locomotive du processus de Kyoto, mais les gestes qu'il pose risquent plutôt de lui faire rater le train.

Au sein de l'Union européenne, les émissions de CO₂ ont diminué en 2004 tandis qu'elles ont augmenté de 20 % et continuent de s'accroître. L'UE a également mis en place un système d'échange de droits d'émission de GES qui contribuera à respecter ses engagements de Kyoto. Cette bourse est opérationnelle depuis janvier. Pendant ce temps, Ottawa ne semble pas avoir une vision claire quant au fonctionnement du système canadien et laisse les décideurs économiques dans la noirceur totale.

L'AIEQ demande un système d'échange de droits d'émissions de GES comparable et compatible avec le système européen: les critères du système compensatoire pour les marchés domestiques et internationaux doivent être explicites.

De plus, les énergies renouvelables du Québec doivent y trouver une place correspondant à leur rôle-clé au sein d'une stratégie d'approvisionnement énergétique durable.

Le gouvernement à Ottawa, de même que les partis d'opposition, doivent agir promptement. Des modifications doivent être apportées au Projet vert afin d'en faire un plan d'action national, pragmatique, équitable et répondant rapidement aux enjeux liés au réchauffement planétaire. Plus ils hésitent, plus les coûts pour la société canadienne, l'industrie et les citoyens québécois en particulier, seront élevés.

IDÉES

Dossier ados et porno

Les jeunes filles, éternelles victimes du sexe?

VALÉRIE DAoust

Auteure de *De la sexualité en démocratie. L'individu libre et ses espaces identitaires (Presses Universitaires de France, 2005)* et chargée de cours en philosophie à l'Université d'Ottawa

Le sexe à la une au Québec. En visite chez ma mère pour Pâques j'apprends la parution du livre *Le Sexe en mal d'amour* de la sexologue Jocelyne Robert. Ma mère, dans tous ses états, me parle de ce nouveau phénomène inquiétant de la consommation de la pornographie par les jeunes. Un mois plus tard, mon père, qui revient de la Floride, m'envoie par Internet les articles du *Devoir* qui parlent du sexe chez les jeunes. Lui aussi, scandalisé, dénonce les pratiques sexuelles de la jeunesse.

Pourtant, avec papa et maman, gentil petit couple «traditionnel» des années 1970, marié en 1965 (probablement pour exercer légitimement leur sexualité) et divorcé en 1975, le sexe n'a jamais constitué un problème dans mon éducation: on devait être informé et, à l'heure des menaces du sida, il fallait, en tant que citoyen responsable, faire bon usage de sa sexualité, principalement en se protégeant.

Mais encore, à l'heure d'un féminisme naissant au Québec, il fallait prendre ses responsabilités en tant que femme, c'est-à-dire en évitant les grossesses et en sachant dire «non», mais on pouvait aussi dire «oui».

Autrement dit, on cherchait à penser la femme comme plus autonome sexuellement; tous les «privileges masculins» d'une sexualité «sans entrave» devaient désormais s'appliquer au féminin. La règle d'or demeurait «pense à toi», soit active sexuellement, pas seulement dans le sens d'avoir des rapports sexuels, mais dans le sens aussi d'avoir des rapports satisfaisants et donc d'être «activement à la recherche de son plaisir». Je crois d'ailleurs que les hommes de cette génération ont compris le message en ce qui concerne le plaisir des femmes. En tout cas, c'est ce que la pornographie nous enseigne en présentant habituellement la gent masculine comme des étalons performants qui orchestrent le plaisir des femmes.

Rien d'étonnant

Ce qui m'étonne pourtant dans les articles parus dans *Le Devoir*, ce n'est pas tellement la consommation de la pornographie par les jeunes et l'influence que celle-ci exerce sur leurs pratiques sexuelles. Car, on le sait, l'adolescence est une période de la vie où l'individu est susceptible de ressentir son désir sexuel avec beaucoup de force.

Si la pornographie intéresse autant les adultes (ce que démontrent les chiffres d'affaires de l'industrie du sexe), il faudrait être naïf pour ne pas penser qu'elle intéresse aussi les adolescents. On est conscient que cet intérêt vient aussi du contexte social dans lequel ils évoluent: les images à caractère sexuel, ce n'est pas dans l'histoire de l'humanité un fait nouveau, mais leur distribution massive par les moyens de communication modernes est certainement un trait particulier de notre époque.

Les images pornographiques influencent l'imaginaire collectif, l'imaginaire des jeunes et des moins jeunes. Rousseau, croyant à l'importance de la bonne éducation en matière sexuelle, disait déjà: «*J'ai toujours vu que les jeunes gens corrompus de bonne heure, et livrés aux femmes et à la débauche, étaient inhumains et cruels. Au contraire, un jeune homme élevé dans une heureuse simplicité est porté par les premiers mouvements de la nature vers les passions tendres et affectueuses.*»

Devons-nous croire pour autant que nos jeunes sont élevés dans la débauche et la corruption? Devons-nous être scandalisés parce que les jeunes rêvent d'abord d'expériences sexuelles et ensuite d'être amoureux? Rien de moins sûr. De surcroît, devons-nous, après 30 ans de lutte féministe, continuer à perpétuer le statut de victime des jeunes femmes qui, un peu plus tôt que leurs aînées, s'adonnent à des activités sexuelles? Voilà ce qui m'étonne dans les articles parus dernièrement dans *Le Devoir*: Les filles demeurent encore «*les premières victimes*».

Une menace?

Avant les revendications féministes, les femmes étaient victimes d'un manque de liberté sexuelle. Aujourd'hui, elles sont encore les victimes, mais d'une trop grande liberté sexuelle. Victimes, toujours victimes, et on connaît la suite: s'il y a des victimes, il y a des bourreaux, et on devine qui ils sont.

Les jeunes garçons, nouveau visage de la terreur sexuelle, sont présentés comme des agresseurs, déjà, à l'âge ingrat de leurs 12 ans, alors que la majorité d'entre eux ont plein de boutons et de complexes. Toujours triomphant, à la lumière des scénarios pornographiques, le jeune homme rempli d'une sexualité débordante demeure une menace pour nos vierges (et pas si vierges) jeunes filles. Comme si les filles en général n'étaient pas capables de dire «non», et qu'elles n'avaient pas un minimum de respect et de conscience de soi pour s'adonner aux activités sexuelles de leur choix.

Bien sûr, il y a la pression des pairs. Est-ce que cela fait d'elles de plus grandes victimes que les jeunes garçons? Je serais portée à croire que les jeunes garçons sont soumis à une pression beaucoup plus forte que les filles. Pour les premiers, leur masculinité dépend de ce qu'ils ont ou pas une sexualité active. Mais d'oxygène, on ne se préoccupe pas vraiment parce qu'on les pense assez forts pour se défendre tout seuls.

Par ailleurs, il n'est pas exclu de penser que les filles, sous l'apparence d'un assujettissement, en tant qu'«objet sexuel» à 15 ans, seraient celles qui dominent réellement. Car loin d'être victimes, elles sont en fait l'objet d'admiration de toutes et de tous. Elles sont jeunes et belles, sexy à croquer, et intelligentes aussi. Elles jouissent d'un choix quasiment absolu en ce qui concerne les partenaires sexuels (mais nos sociétés ne veulent pas admettre que cela puisse constituer un privilège lorsqu'il s'applique aux femmes).

Les hommes de 10 ans à 78 ans seraient sensibles



FREDERICK FLORIN APF

Il n'est pas exclu de penser que les filles, sous l'apparence d'un assujettissement, en tant qu'«objet sexuel» à 15 ans, seraient celles qui dominent réellement. Car loin d'être victimes, elles sont en fait l'objet d'admiration de toutes et de tous.

à leurs charmes! Mais ne soyons pas bêtes, il est raisonnable aussi de penser que le regard porté sur les très jeunes femmes par beaucoup d'hommes adultes est un regard, tout à fait légitime, d'admiration de la jeunesse et de la beauté. Nous, les femmes, on les admire aussi, les jolies jeunes filles.

Les moins chanceux et peut-être les vraies victimes sont les jeunes garçons moches, comme je disais, plein de boutons, mais aussi plein de désir, et qui tombent dans les filets de la société mercantile et consummatrice. Pour ces jeunes hommes, le fond de pantalon aux genoux, la casquette en arrière, on dirait que tout est contre eux, même la mode. Pourtant, on nous les représente comme de vieux maque-reaux qui orchestrent les fellations des filles, qui, elles, n'ont pas d'orgasme en échange, tout en déplorant par ailleurs que les jeunes aient une conception de la sexualité mécanique et individualiste.

Ne pas paniquer

Une sexualité mécanique, n'est-ce pas de cela que parle sans cesse notre culture scientifique, psychologique et sexologie au premier plan? Comment jouir ou comment, surtout, ne pas jouir (trop vite)?

Une sexualité individualiste, il ne faut pas paniquer non plus. Imaginer que les jeunes s'intéressent d'abord à leurs besoins ne devrait pas conduire à penser nécessairement un repli sur soi. On peut supposer que l'un des besoins du jeune homme est de se faire accepter par les filles, notamment en leur faisant plaisir, surtout s'il compte se faire inviter au prochain «sex-party». La sexualité se fait au moins à deux (excluant ici la masturbation solitaire), et on peut alors aussi penser que, dans plusieurs cas, il s'agit de deux sujets, ici jeunes, qui apprennent à devenir autonomes dans leurs rapports à soi et à l'autre, qui se découvrent en même temps que l'autre, par des expériences sexuelles.

S'il est raisonnable de croire qu'en raison de facteurs biologiques le garçon «se découvre» plus rapidement, est-ce que cela doit conduire à l'idée de la fille comme l'éternelle victime qui ne sait retirer aucun plaisir de ses relations avec les garçons? Non seulement elles seraient victimes mais aussi masochistes, parce qu'elles y reviendraient toujours et encore.

Je ne dis pas, évidemment, que l'exploitation sexuelle n'existe pas. Mais on pourrait supposer qu'une fille qui se «fait avoir une fois», n'étant pas heureuse d'une rencontre sexuelle, apprend et s'organise pour ne pas «se faire avoir une seconde fois». Bien sûr si, dans le pire des cas, «se faire avoir» signifie «se faire violer», il faudra entreprendre des mesures judiciaires, mais aussi des mesures préventives en éduquant mieux les filles et les garçons sur le sexe, sur ses plaisirs et ses dangers.

Cela étant dit, contrairement au psychiatre Pierre H. Tremblay, cité dans le dossier du *Devoir*, je crois que l'on doit tracer des frontières claires entre la séduction, l'agression sexuelle et le conformisme aux pressions de l'entourage. Ce sont des phénomènes bien différents: une société qui ne voit pas de différence entre se «faire agresser sexuellement» et

s'adonner joyeusement à des rapports sexuels avec les copains et les copines parce que «tout le monde le fait» est vraiment inquiétante.

Le plaisir féminin et l'ordre social

J'aimerais postuler une hypothèse. Il se peut que nos sociétés n'acceptent pas entièrement la sexualité féminine, et surtout celle des jeunes femmes. Le plaisir des femmes a toujours constitué un danger pour l'ordre social.

Traditionnellement, la vierge est l'honneur de la famille. On peut comprendre pourquoi: le sexe représente un danger pour la femme, car non seulement elle peut tomber enceinte mais aussi mourir en couche. Aujourd'hui, pourtant, la femme exerce un contrôle sur ses grossesses et ne meurt pratiquement plus en couche (en Occident évidemment).

Pendant, n'aurait-on pas conservé cette image traditionnelle de la sexualité de la femme comme quelque chose de mal en soi, c'est-à-dire la sexualité comme une activité dont seuls les hommes peuvent vraiment profiter? Ainsi, nos jeunes filles actives sexuellement se «feraient nécessairement avoir» par les garçons.

Comme le suggère la féministe Angela Carter, nous avons peut-être un «*commun attachement, hommes et femmes confondus, au mythe de la femme victime irréprochable, vouée à la souffrance*». La société aime toujours l'image de la femme passive et érotisée dans ses faiblesses: dans les magazines de mode, la femme jeune, talons hauts, dans des positions inconfortables, souvent les genoux légèrement pliés et les deux pieds pointés vers l'intérieur; on se demande comment elle tient debout.

En revanche, dans la pornographie, les membres inférieurs féminins sont plutôt pointés vers l'extérieur, et s'il faut se poser des questions lorsqu'on a affaire à une femme nue représentée sur Internet avec un bouquet de carottes dans le vagin, ce n'est pas de la sexualité des enfants qu'il faudrait parler mais bien de celle des adultes.

Où, cette expression de la sexualité génitale est dominante dans nos sociétés (pas expressément le fantasme jardinier). Alors on peut se demander si l'identité féminine, davantage liée au corps, en comparaison avec l'identité masculine, ne contribue pas à perpétuer des inégalités entre les sexes au sein de la société. Mais reconnaissons également que le pouvoir du corps en est bel et bien un. Ce pouvoir est à ce point important que des sociétés choisissent aujourd'hui encore de «voiler» cet irrésistible corps féminin. [...]

En ce qui concerne les lois de l'amour, je crois que l'individu jeune ou moins jeune apprend rapidement que le génital a aussi ses limites et que la sexualité n'est jamais complètement extérieure aux émotions (on peut penser l'orgasme même comme une émotion). Car si la sexualité pornographique, assurément *low emotion*, domine sur les écrans d'ordinateur, elle constitue toujours une sexualité semi-légitime, et cela, même les plus jeunes le savent. La sexualité socialement acceptable, dominante sur les petits comme sur les grands écrans, reste en fin de compte la sexualité avec sentiments.



Michel Venne

GBQ: la force d'une institution

Par le seul fait qu'elle existe, la Grande Bibliothèque du Québec est déjà un succès. On peut chicaner sur son apparence extérieure ou s'éblouir de la richesse de ses collections, de la beauté du mobilier ou de la modernité des technologies disponibles, le principal intérêt de la GBQ réside dans la puissance conférée par l'État québécois à une institution culturelle d'envergure.

Cette puissance ne lui vient pas seulement de l'ampleur des budgets qui lui sont confiés. Par la nature de son activité, la GBQ tirera sa légitimité non seulement d'une élite créatrice et consommatrice, mais du vaste peuple des lecteurs. La Bibliothèque nationale était, jusqu'à présent, une institution invisible. Elle dispose désormais d'une vitrine magnifique et d'un ancrage populaire inédit.

Les détracteurs d'autrefois, recrutés au sein même de la république littéraire ou éditoriale, ont sans doute fini par le comprendre et se rallient à la GBQ. Le bloc de verre ayant jailli dans l'ombre de l'UQAM n'est pas seulement le lieu où des milliers de gens se délecteront de poésie ou de traités scientifiques, mais une force au sein de la société, un formidable levier pour promouvoir non seulement la lecture mais la culture comme ciment et aiguillon du projet de société québécois.

Les objections suscitées par ce projet étaient des objections de consommateurs. La promotion de la lecture, disait-on, allait être mieux servie en saupoudrant les deniers de l'État à un chapelet de bibliothèques locales. Comme si l'un devait empêcher l'autre. Mais surtout, si on avait écouté ces récriminations, on se serait contenté de disséminer l'aide publique à des organisations qui ne seraient pas devenues moins précaires pour autant.

En réunissant au sein de la Bibliothèque nationale des ressources et des services, Québec a créé une structure plus solide. Déjà, elle peut annoncer un accès meilleur que jamais à tous les documents (puisque la GBQ n'abrite pas que des livres) dont un Québécois peut rêver ou qu'il vive sur le territoire du Québec et quelle que soit la provenance de l'objet recherché.

L'institution peut rassembler des compétences qu'une petite succursale n'est pas en mesure de réunir, soutenir la recherche sur les meilleures méthodes d'archivage ou de diffusion, s'allier à des institutions similaires dans le monde et faire bénéficier les Québécois de cette coopération riche et féconde.

Et puis la Grande Bibliothèque peut parler au nom des petites. Sa voix risque de porter davantage.

Le goût de la lecture naît souvent des rencontres que l'on fait avec des personnes qui nous font découvrir les univers qui se cachent derrière les couvertures de carton ou entre les lignes imprimées. Ce peut être un professeur, un ami, un parent. Mais ce goût de lire est d'autant mieux entretenu que le nouveau lecteur peut avoir un accès facile à une multitude de sources, certaines même insoupçonnées par le guide initial. Une Grande Bibliothèque est une fenêtre sur tous les mondes.

L'influence des institutions culturelles bien appuyées par l'État débordent largement l'horizon de la culture. La GBQ a permis de revitaliser l'aménagement urbain dans cette zone du centre-ville où la laideur disputait à la vétusté. LUQAM vient d'annoncer un projet immobilier qui permettra d'achever l'œuvre de rénovation urbaine entamée sur les débris de l'ancien palais du commerce. L'édifice deviendra lui-même un superbe lieu d'animation.

C'est au sein des institutions que se créent et que sont préservés les traditions et les savoir-faire. Depuis quelques années, en se réfugiant derrière l'argument un peu court voulant qu'il soit préférable d'investir dans la création que dans le béton, les gouvernements ont hésité à investir les montants nécessaires pour conserver à plusieurs institutions culturelles tout leur pertinence et leur utilité.

Le déshabillage indécent de Télé-Québec en est une illustration. Jamais cette télévision publique n'a joui des moyens qui auraient dû lui être conférés pour que celle-ci joue son rôle, présidé à un renouveau du genre télévisuel et contribue à bâtir un patrimoine audio-visuel nourri par toutes les régions du Québec. À Ottawa, l'Office national du film est victime depuis des lustres la même entreprise de démolition. L'univers culturel est désormais dominé par une logique d'entreprise commerciale.

Or il est peu probable qu'une armée de sous-traitants qui se disputent chaque année les budgets de production comme des vautours le cadavre d'un animal mortellement blessé, s'estime responsable de protéger le patrimoine et de bâtir des traditions.

La naissance de la GBQ est une belle exception dans ce paysage. Si seulement celle-ci pouvait faire tâche d'huile.

Il a fallu d'abord qu'une personne y croie et formule une idée. L'ancienne directrice du *Devoir*, Lise Bissonnette, a ainsi utilisé la tribune qu'était sa chronique hebdomadaire dans ce journal pour formuler une proposition, la documenter, en débattre et la promouvoir. Cela s'appelle prendre ses responsabilités.

Mais cette belle idée serait restée morte sans une volonté politique affirmée. Tant de bonnes idées meurent étouffées par les jeux d'intérêts et la lourdeur des bureaucraties. Sans l'appui et l'intervention politique de Louise Beaudoin et de Lucien Bouchard, le carrefour Berri-Dé Maisonneuve aurait sans doute conservé la même sinistre apparence. Cela s'appelle le leadership.

La GBQ est un cadeau. Ne laissez personne vous l'enlever. Prenez-en possession. Investissez les lieux et ainsi donnez-lui une âme. La vôtre. La nôtre.

michel.venne@inm.qc.ca

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jean Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Claire Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communiqué internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surnuméraire); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourgault-Côté (surnuméraire), Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relecteurs), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (relecteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire), Eric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Mason Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), (Ottawa), LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avril, Jean de Billy, Mariève Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Rueland, Nadia Seba, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétariat), LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Nathalie Zematits, Olivier Zaida, Yannick Morin (surnuméraires), INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Roxanne Labelle (coordonnatrice à la promotion et à la publicité), Louis Séché-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furov, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adiointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

LES ACTUALITÉS

RÉVOLUTION

SUITE DE LA PAGE 1

finalement devenue inutile à cause de la progression de la maladie.

En 2000, dans le cadre d'une série de reportages, j'avais pu constater l'état catastrophique des hôpitaux britanniques. Une vedette de la télévision, le Dr Robert Wilson, avait alors comparé les services de santé de Sa Majesté à ceux de la Pologne. Cinq ans plus tard, la situation est méconnaissable. Nombre d'hôpitaux ont été rénovés et les salles d'urgence bondées ont généralement disparu. Un patient est assuré d'y rencontrer un médecin en une heure ou deux, le délai ne dépassant pas quatre heures dans le pire des cas.

«Il n'y a pas de secret», explique Howard Glennester, de la London School of Economics. Il y a cinq ans, le Royaume-Uni était au dernier rang des pays européens pour ce qui est des dépenses en santé. Il a aujourd'hui rattrapé la moyenne européenne. En 1999, les Britanniques ne consacraient que 5,5 % de leur produit national brut à la santé. Ils y consacrent aujourd'hui 8 % et le chiffre devrait atteindre 9 % avant 2008. En huit ans, le nombre de médecins, d'infirmières et d'employés de la santé a augmenté de 20 %.

«Nous avons 24 heures pour sauver le système de santé britannique!», avait lancé Tony Blair en 1999. Le cri avait semblé étrange de la part d'un premier ministre qui avait poursuivi pendant son premier mandat les réductions budgétaires draconiennes planifiées par Margaret Thatcher. En novembre 2001, le chancelier Gordon annonce des investissements massifs en santé. Les budgets vont croître de 7 % par année (en termes réels) jusqu'en 2008. Il s'agit ni plus ni moins que de redonner vie au plus vieux système de santé du monde.

Les résultats ne se font pas attendre. Le temps d'attente d'un traitement pour le cancer ne dépasse plus deux semaines. Les délais pour une opération ont chuté de neuf à trois mois. Lorsqu'un cancer a été diagnostiqué chez l'épouse d'Howard Glennester, elle fut admise à l'hôpital quatre jours plus tard.

Mais les travaillistes ont aussi utilisé cette conjoncture exceptionnelle pour introduire des réformes importantes, dit Glennester. «Auparavant, l'état attribuait un budget aux hôpitaux, et ceux-ci soignaient tous ceux qui cognait à la porte. Maintenant, l'argent suit le patient. Mieux il est soigné, et dans de meilleurs délais, plus l'hôpital reçoit d'argent.» Ce sont des regroupements de médecins, les Primary Care Trust (PCT), qui achètent les soins aux hôpitaux. La création de fondations a aussi permis à ces derniers d'emprunter dans le secteur privé. Toutes ces réformes ont pour résultat de rendre plus transparentes les dépenses de santé.

Une autre réforme a fait crier les syndicats et la gauche du parti travailliste. Hôpitaux et cliniques peuvent dorénavant avoir recours à des services privés lorsqu'ils en ont besoin. En période de crise, les hôpitaux n'hésitent pas à envoyer des patients dans les hôpitaux privés. Cette année, 4 % des soins électifs (peu urgents) ont été fournis par des cliniques ou des hôpitaux privés.

Le secteur privé a toujours existé en Grande-Bretagne, puisque 11 % des Britanniques ont une assurance privée (généralement fournie par l'employeur). Les critiques avaient annoncé la croissance exponentielle de ce secteur, mais on n'a rien vu de tel. Au contraire, la concurrence d'un secteur public ragaillardit rend la vie plus difficile aux hôpitaux et cliniques privées. Les cardiologues et les ophtalmologues sont de moins en moins nombreux à choisir de travailler dans le secteur privé, constate la British Medical Association. Deux des plus grandes compagnies de santé privées, Bupa et Capio, ont éprouvé des difficultés financières. Le seul secteur privé qui se développe est celui qui fournit des services au secteur public. «Le secteur privé a été battu en brèche par le secteur public», dit Rhazes Esref.

Où Tony Blair a-t-il pris l'argent? Il a d'abord bénéficié d'une croissance exceptionnelle et d'un très bas taux de chômage qui lui a permis d'économiser des milliards en assurance-chômage. En 1992, un rapport commandé par Gordon Brown au banquier Derek Wanless, ancien président de NatWest, affirmait que l'impôt des particuliers demeurerait la meilleure façon de financer les services de santé. Les impôts ont donc augmenté d'environ 3 %. L'impôt des plus riches a augmenté beaucoup plus puisque les minimaux n'ont pas été indexés.

Auparavant, chaque fois que l'on découvrait des lits vides dans un hôpital, on criait au scandale. Signe que les temps ont changé, la NHS affiche aujourd'hui qu'il en faut pour les situations d'urgence. Dans les périodes d'affluence, les hôpitaux peuvent par ailleurs utiliser les services du secteur privé.

Personne ne sait s'il faut attribuer ces succès aux réformes ou à l'argent neuf injecté dans le système. «C'est probablement un peu des deux», dit Glennester.

A ceux qui disent que Blair n'a fait que réintroduire les réformes de Margaret Thatcher (créant une concurrence entre les fournisseurs de services), il répond: «Margaret Thatcher ne visait pas à améliorer le système, mais à le détruire. Blair est allé plus loin dans concurrence, mais il a fourni l'argent pour permettre au service public de démontrer son efficacité.»

Le symptôme le plus évident de la réussite travailliste en santé, c'est que les libéraux démocrates et les conservateurs se sont engagés à respecter l'essentiel du plan de croissance des dépenses de santé au cours des trois prochaines années.

En 2008, le Royaume-Uni aura rejoint la moyenne européenne et les dépenses devraient se stabiliser. Le pays fera alors face à de nouveaux défis. Plusieurs économistes annoncent des déficits croissants, comme dans le reste de l'Europe.

Ce qui est surprenant, écrit le columnist du Guardian Polly Tombee, c'est que les médias continuent toujours à raconter des histoires d'horreur. «Avec un million de personnes recevant quotidiennement une forme ou une autre de soins, il n'en manquera jamais.» Les sondages, eux confirment que les Britanniques sont de plus en plus satisfaits de leur système de santé.

«Il y a cinq ans, les journalistes américains citaient les hôpitaux britanniques comme l'exemple de la faillite des systèmes publics universels», dit Howard Glennester. Aujourd'hui, ils viennent étudier un système dont ils pourraient s'inspirer un jour. La grande réussite de Tony Blair, c'est d'avoir prouvé que l'on pouvait réformer le mammoth.»

■ La suite du dossier demain

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333. Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

REBELLES

SUITE DE LA PAGE 1

L'homme, qui se présente comme Douglas Wood, demande le retrait des forces de la coalition d'Irak et affirme craindre pour sa vie.

L'Australie participe à la coalition des forces internationales en Irak et le ministre australien de la Défense, Robert Hill, se trouvait hier à Bagdad pour visiter les troupes et rencontrer les nouvelles autorités d'Irak. D'après des responsables irakiens, les insurgés ont profité des semaines de tractations et d'incertitudes politiques qui ont suivi ce scrutin pour se renforcer.

La semaine passée, le général Richard Myers, président de l'état-major interarmes des forces américaines, indiquait que la rébellion irakienne avait conservé une capacité offensive intacte par rapport à la même période de l'année dernière.

Margaret Hassan

Par ailleurs, près de Bagdad, les forces américaines et irakiennes ont arrêté hier onze personnes soupçonnées d'être impliquées dans le meurtre de l'otage britannique Margaret Hassan.

Enlevée le 19 octobre, la directrice des programmes en Irak de l'ONG Care International, mariée à un Irakien, avait été tuée environ un mois plus tard. Son corps n'a jamais été retrouvé.

Ces dix-huit derniers mois, quelque 150 ressortissants étrangers ont été pris en otages en Irak. Le tiers d'entre eux environ ont été tués par leurs ravisseurs.

VIOLENCE

SUITE DE LA PAGE 1

vision de la société, qui parle de prospérité, de pérennité et de partage.»

Son homologue à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent estime pour sa part que «cette fête est là pour faire ressortir toutes les revendications des travailleurs. Mais, dans le contexte actuel, on est aussi là pour lutter contre les politiques du gouvernement. On a senti un changement d'attitude ces derniers temps chez les libéraux, l'amorce d'un dialogue plus grand. Mais il faut s'assurer que ce n'est pas momentané.»

Parti de McGill sous un ciel incertain, le cortège est descendu festivement jusqu'à un Medley, rue Saint-Denis, où le groupe Loco Locass a pris la relève des slogans scandés en interprétant quelques pieces.

La police intervient

C'est à la toute fin de la manifestation que celle-ci s'est en partie gâtée. En voulant rejoindre la tête de la marche, qui est réservée à certains groupes, selon ce que décide le comité organisateur, quelques jeunes se réclamant du

mouvement anarchiste ont eu maille à partir avec le service d'ordre de la FTQ. Quelques escarmouches ont éclaté, au coin de Saint-Denis et Sainte-Catherine, et devant le Medley, où des jeunes s'en seraient pris à certains employés de la FTQ. Le SPVM parlait hier de quelques «bousculades», sans nécessité d'intervention.

Mais, peu après, sans que les observateurs présents y aient vu d'élément déclencheur, les forces anti-émeute qui se tenaient prêtes à proximité du Medley ont envahi la rue, coupant la queue du défilé de la tête, déjà engouffrée à l'intérieur de la salle. L'arrivée de ces policiers a fait monter la pression d'un cran. Plusieurs coups de matraque ont été distribués — et constatés par les journalistes — durant le positionnement des policiers. Brenda Perello, une Argentine, a ainsi été frappée en pleine poitrine par un policier, alors qu'elle circulait dans la rue.

Pendant plusieurs minutes, la rue Saint-Denis a donc été occupée par les policiers. Brenda Perello, une Argentine, a ainsi été frappée en pleine poitrine par un policier, alors qu'elle circulait dans la rue. Pendant plusieurs minutes, la rue Saint-Denis a donc été occupée par les policiers. Brenda Perello, une Argentine, a ainsi été frappée en pleine poitrine par un policier, alors qu'elle circulait dans la rue.

NEUTRE

SUITE DE LA PAGE 1

estimait que la signature du traité de libre-échange avec les États-Unis était dans l'intérêt supérieur du Québec. Encore faut-il avoir du poids, direz-vous.

Il n'est pas tout à fait exact de dire que le PLC et le PLQ partagent les mêmes membres. S'il est vrai que les membres du PLC sont généralement membres du PLQ, l'inverse l'est moins, dans la mesure où le PLC compte beaucoup moins de membres au Québec.

Les liens sont encore plus étroits et souvent personnels au niveau de l'organisation. Il ne fait aucun doute que la machine du PLQ va se dévouer corps et âme pour tenter de sauver Liza Frul-

la ou Jean Lapierre du raz-de-marée bloquiste qui s'annonce. Dans Brome-Missisquoi, c'est carrément une affaire de famille.

Les organisateurs ne sont ni des idéologues ni des idéalistes. Ces gens-là font de la politique au ras du sol. Certains vont peut-être décider de passer un tour à cause du scandale des commandites, mais la plupart n'en feront pas une maladie.

Pour eux, il s'agit d'ailleurs moins de faire élire les libéraux de Paul Martin que de faire échec au Bloc québécois, c'est-à-dire au PQ. De part et d'autre, on sait très bien que, dans deux ou trois ans, on va se retrouver face à face dans une bataille dont l'enjeu sera bien plus important.

Dans la grande majorité des cas, c'est le candidat libéral qui demeure le principal adversaire du Bloc, mais si un conservateur est mieux en mesure de lui faire obstacle, c'est lui qu'on va appuyer. Par exemple, dans Louis-

FARLEY

SUITE DE LA PAGE 1

pharmaciens, travailleurs sociaux, équipes de réadaptation, physio et ergothérapeutes», explique Justine Farley. Ce travail d'équipe inclut les proches. «On donne beaucoup d'information aux patients et aux familles; les gens ne voient plus mourir; ils ont oublié ce que c'est. On explique et on drammatise.»

La création des soins palliatifs revient à Cecily Saunders, une infirmière britannique devenue médecin. La première unité moderne a donc été créée en Angleterre dans les années 60. «Dans les dernières années, plusieurs lits consacrés aux soins palliatifs ont été fermés», déplore Justine Farley. Le Québec dispose actuellement de 342 lits dont environ 80 se trouvent à Montréal, répartis dans les hôpitaux, les maisons de soins palliatifs et les centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD).

Pourquoi les soins palliatifs sont-ils si importants? «Parce que les gens sont vivants jusqu'à la fin et qu'il faut s'en occuper», répond le docteur Farley. «La fin de la vie représente des moments difficiles pour le malade, mais aussi pour sa famille et ses amis. Le deuil de ceux qui restent est facilité s'ils ont l'impression qu'on a pris soin d'eux et des leurs, qu'on a pu comprendre leur peine et leur colère — qui sont bien justifiées. On les revoit parfois plus tard; ils sont toujours reconnaissants.» Elle constate que plusieurs personnes préféreraient mourir à la maison; «Il faudrait favoriser cette option en soutenant les soins palliatifs à domicile. Il y a des milieux ou des circonstances où ce n'est pas souhaitable; il faut savoir discerner. Il y a aussi des enfants qui meurent; les soins palliatifs pédiatriques se développent à Sainte-Justine ainsi qu'au Montreal Children's Hospital.»

Nécessité ou médecine de luxe?

Le fait que la mort soit souvent occultée est l'une des causes qui font que les soins palliatifs sont si peu étendus. «Dans la société actuelle, il ne faut pas mourir; il faut plutôt garder une attitude combative, ce qui est excellent dans certaines circonstances; mais quand la maladie progresse, le patient vit cela comme un échec personnel.» Le docteur Farley constate également que certains considèrent les soins palliatifs comme une médecine de luxe, alors que c'est simplement humain d'accompagner quelqu'un dans les derniers moments de sa vie. «Certains médecins, par ailleurs, doutent encore qu'il s'agisse d'une vraie médecine.

seurs. Les enlèvements d'Irakiens, essentiellement crapuleux, se comptent eux par milliers.

Sur le plan politique, le conseil national à la sécurité irakienne a déclaré hier que les forces américaines et les autres contingents étrangers déployés en Irak entameraient probablement leur retrait d'ici la mi-2006, a déclaré hier le conseil national à la sécurité irakienne. «Je serai très surpris s'ils n'envisageaient pas très sérieusement de commencer à se retirer probablement d'ici à la fin du premier semestre de l'année prochaine», a dit Mouaffak al Roubaï dans un entretien accordé à CNN.

Le conseiller irakien a précisé que le rythme de ce retrait dépendrait de la rapidité avec laquelle les forces irakiennes seront formées et prêtes à prendre en charge la sécurité du pays.

Vingt-cinq mois après l'intervention militaire américano-britannique contre le régime de Saddam Hussein, les États-Unis maintiennent 138 000 soldats sur le sol irakien.

L'administration américaine n'a fourni aucun calendrier de retrait et le président George Bush répète que les soldats américains ne rentreront que lorsque leur mission sera accomplie et qu'ils pourront être relevés par les forces irakiennes.

Al Roubaï a souligné hier sur CNN que le nouveau gouvernement irakien se fixait pour objectif d'en finir avec les insurgés d'ici à la fin de l'année.

«Je crois que nous sommes en train de gagner, en tout cas, nous sommes en route vers la victoire. Le niveau de violence ne se mesure pas seulement par le nombre des explosions quotidiennes, ni par le nombre des victimes», a-t-il dit. «Il ne fait pas l'ombre d'un doute dans mon esprit que, d'ici à la fin de l'année, nous

aurons beaucoup obtenu et que, probablement, l'arrière de l'insurrection a d'ores et déjà été brisée.»

Enfin, à Londres, le premier ministre Tony Blair a déclaré que la Grande-Bretagne avait étudié la possibilité de soutenir une action des États-Unis visant à provoquer un changement de régime en Irak huit mois avant l'offensive militaire de mars 2003.

Quatre jours d'élections législatives où la question irakienne peut lui coûter des voix, le premier ministre britannique a cependant rejeté des insinuations selon lesquelles son gouvernement aurait décidé dès lors de renverser Saddam Hussein.

Blair réagissait à la publication par le Sunday Times d'un document selon lequel le président George W. Bush et lui étaient déterminés à évincer le président irakien dès juillet 2002.

«J'ai en fait parlé de changement de régime s'il ne se révélait pas possible d'obtenir qu'il [Saddam] se conforme au droit international», a déclaré Blair par téléphone à des stations de radio. Le dirigeant britannique a confirmé qu'il avait discuté d'un renversement de Saddam lors d'un conseil des ministres restreint tenu en juillet 2002. Le Sunday Times venait de publier à ce sujet des minutes secrètes de cette réunion.

«L'idée que nous ayons fermement opté pour une action militaire est fautive et sa fausseté est démontrée par le fait que, plusieurs mois plus tard, nous sommes retournés aux Nations unies pour obtenir une résolution définitive», a dit Blair à la BBC-télévision.

«Si la résolution de l'ONU avait reçu l'adhésion de Saddam, cela aurait mis fin à l'affaire», a-t-il ajouté.

D'après Reuters, Associated Presse et l'Agence France-Presse

rine, ont été suivis par des manifestants exprimant généralement leur colère contre ce que plusieurs — et pas seulement des anarchistes — qualifiaient de brutalité inutile. Une arrestation faite à ce moment a envenimé les choses.

Ramon Villaruel, un Mexicain de près de 50 ans qui était venu comme chaque année avec d'autres ressortissants latino-américains à la marche du 1^{er} mai, s'est alors trouvé en tête du mouvement, bras levé et doigts en V. C'est à ce moment qu'un policier a sorti sa bouteille de poivre de Cayenne pour l'asperger en plein visage, à faible distance. Plusieurs témoins, dont des journalistes et des photographes, ont aussi été incommodés par le gaz. Selon le SPVM, les policiers se sentaient menacés par la foule.

Ils se sont finalement retirés. Sur la chaussée, couché par terre, M. Villaruel était alors pris de spasmes. Des samaritains l'ont fait monter dans leur appartement, où on l'a aspergé d'eau. Malgré cela, l'homme, assez corpulent, n'arrivait pas à reprendre son souffle: il tressautait, criait, était complètement rouge, visiblement en insuffisance respiratoire. Une ambulance a été appelée: elle aura mis plus de 15 minutes à parvenir à l'appartement, situé à un jet de pierre de l'hôpital Saint-Luc. Il a finalement été amené à l'hô-

pital, où il se portait mieux hier soir.

«C'est inadmissible», déplorait Karla Perez, qui était avec le groupe de M. Villaruel. «Nous étions là par solidarité avec les travailleurs québécois, parce que, chez nous c'est une fête importante. Ramon n'a jamais provoqué la police, et on l'envoie à l'hôpital. C'est de la brutalité policière gratuite», disait-elle, choquée.

Olivier Lapointe, porte-parole du SPVM, affirmait que l'ensemble de la journée s'était bien déroulé. «Il y a eu quelques méfaits, des vitrines cassées et trois arrestations. Mais rien de grave.» Alors pourquoi l'intervention de l'anti-émeute, dans une foule majoritairement composée de personnes de 40 ans et plus? «C'est pour disperser des groupes, dit-il, il y avait eu un peu d'agitation dans le secteur.» Il explique que «dans le tableau d'emploi de la force, le poivre de Cayenne vient avant l'intervention à main nue». «Le policier a dû se sentir menacé devant quelqu'un qui arrive les bras en l'air. C'était sa réaction, mais ça ne décrit pas l'ensemble de l'intervention policière.» Il reconnaissait toutefois que «ce n'était pas la norme d'envoyer quelqu'un à l'hôpital avec du poivre de Cayenne», dont les effets, selon lui, «ne sont pas dangereux» à long terme.

Le Devoir

Saint-Laurent, où les libéraux provinciaux vont se ranger derrière Josée Verner, qui avait obtenu une très honorable deuxième place l'an dernier et qui à la qualité non négligeable à leurs yeux d'être une ancienne attachée politique de Robert Bourassa.

La semaine dernière, les médias avaient fait grand état de la présence de deux organisateurs conservateurs au conseil général de l'ADQ, à Saint-Georges-de-Beauce. La chose est passée inaperçue, mais ils étaient également à Saint-Hyacinthe samedi.

Même si le déséquilibre fiscal est un problème crucial, dont Michel Audet, finalement remis de la visite de M. Goodale, a fait largement état dans son discours sur le budget, il y a une limite que le premier ministre n'est pas disposé à franchir pour le régler et, à Ottawa, on le sait très bien.

Invité à dire s'il considérait la ques-

tion suffisamment grave pour constituer une menace à l'unité canadienne, M. Charest s'y est carrément refusé. «On a quand même un pays qui fonctionne bien», a-t-il déclaré en conférence de presse.

M. Martin a bien des défauts, mais il n'est pas sourd. Pourquoi renoncerait-il aux plantureux surplus qui s'accumulent dans les coffres fédéraux, si le premier ministre de la province la plus turbulente de la fédération trouve lui-même que le pays fonctionne bien malgré tout?

A entendre les ministres québécois roucouler aux côtés de leurs homologues fédéraux qui font tomber une pluie de millions depuis quelques jours, tout semble en effet fonctionner très bien. Et s'il s'agit simplement d'une mascarade pré-électorale, la neutralité de M. Charest a l'air de très bien s'en accommoder.

mdavid@ledevoir.com

Il y a beaucoup de concurrence entre les soins palliatifs et tous ces examens relevant de la haute technologie, comme le scanner. En conséquence, cette spécialité ne dispose pas des fonds nécessaires. «Les gouvernements sont encore réticents, mais un certain désir se dessine; depuis un an, on a une politique des soins palliatifs assortie d'un comité d'implantation. Par contre, il n'y a encore aucun budget à ce jour; il faudra également que les agences régionales reconnaissent cette politique. On saura bientôt si elle est sérieuse.»

Le plus urgent, selon Justine Farley, serait d'offrir à ceux qui le souhaitent le soutien dont ils ont besoin, l'aide psychologique, notamment, qui n'est pas assez présente dans les hôpitaux. L'éducation du public susciterait des vocations de bénévoles; ceux-ci, comme tout le personnel, doivent être bien formés de façon continue et bénéficier d'un appui constant. «On s'oriente beaucoup vers des «maisons» où il y aurait des professionnels de la santé adéquatement préparés. À chaque niveau, c'est la présence qui est importante, celle des familles auprès des leurs, notamment. Il faudrait aussi que ceux qu'on appelle les «aidants naturels» soient dédommages grâce à un accès élargi à l'assurance-emploi, par exemple.»

Une approche holistique

On pourrait croire que le fait de côtoyer ceux qui vont mourir finit par être triste ou déprimant. «Pas du tout», rétorque le docteur Farley qui adore son travail: «c'est une belle médecine. On voit la différence concrète qu'on peut faire; on se concentre sur l'essentiel. Les gens développent une relation assez profonde avec nous; on peut les atteindre sans parler. Le travail se fait en collégialité et on se sent vraiment avec les autres. Ensemble, on essaie de comprendre une personne, ses besoins et sa famille, de savoir ce qui est le plus impor-

tant pour chacun au moyen d'une approche holistique, des remises en question et des échanges stimulants. On s'efforce de maintenir le meilleur niveau de soins possible et on encourage les gens à préparer leur départ.»

Ce travail requiert une série de qualités particulières: «Une grande écoute, le souci du détail, des petits symptômes, par exemple. Ce que les résidents trouvent difficile, c'est de traiter la personne plutôt que la maladie et de préserver l'aspect clinique sans tomber dans une médecine trop technique. L'âge est un avantage; on peut faire du bien à 20 ans, mais l'expérience de la vie est irremplaçable.» Les médecins aussi doivent maîtriser leur peur de la mort, souligne Justine Farley; souvent, ils s'intéressent aux soins palliatifs après avoir exploré une autre spécialité.

Plusieurs préjugés subsistent encore à l'égard des soins palliatifs; certains les assimilent à l'euthanasie. «Ils se méprennent également sur la morphine et sur ses effets; ils croient qu'on tue les gens lentement alors que ce qui nous importe, c'est de donner un sens à la vie qui reste en aidant le malade à préparer son départ et l'héritage affectif qu'il veut laisser. C'est le temps de dire «au revoir», «merci», et de régler ses comptes de façon bienveillante.» La plupart des patients le comprennent instinctivement, note-t-elle; d'autres sentent le besoin de prendre congé de la situation en remettant cela à plus tard. Les soignants offrent aux malades l'occasion de poser des questions. «S'ils n'en posent pas, on ne va pas au devant d'eux. On vit malheureusement dans la tyrannie de la révélation du diagnostic et du pronostic; qui sommes-nous pour imposer la vérité? Il ne s'agit pas d'un tribunal. L'objectif des soins palliatifs est d'abord d'aider la personne à reprendre un contrôle sur le temps qui lui reste et à donner un sens à ce qui reste de vie.»

La Semaine des soins palliatifs

La Semaine nationale des soins palliatifs commente aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 8 mai prochain. Pendant cette semaine, des célébrations et des activités diverses offriront aux résidents de chaque province l'occasion de se renseigner sur les réussites en soins palliatifs dans leur collectivité, de participer à des activités pour les soutenir et de prendre connaissance des nombreux défis qui se posent aux soignants. Le thème de cette année: Les multiples visages des aidants veut refléter les différentes formes de soins fournis en fin de vie.

Cette Semaine est coordonnée à l'échelon national par l'Association canadienne de soins palliatifs et financée par Santé Canada et la Fondation GlaxoSmithKline. Pour se renseigner sur les activités offertes à Montréal ou ailleurs au Québec pendant la Semaine nationale des soins palliatifs, on peut contacter l'Association québécoise des soins palliatifs en allant sur le site: reseau.palliatif.org ou l'Association canadienne des soins palliatifs: www.acsp.net

Solange Lévesque